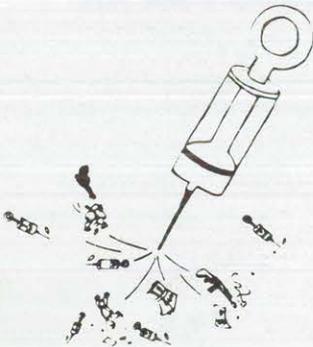


# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 293  
du 18 septembre  
au 1er octobre 1989

**COLOMBIE**  
"Narcoguerre"  
et  
"narcodollars"



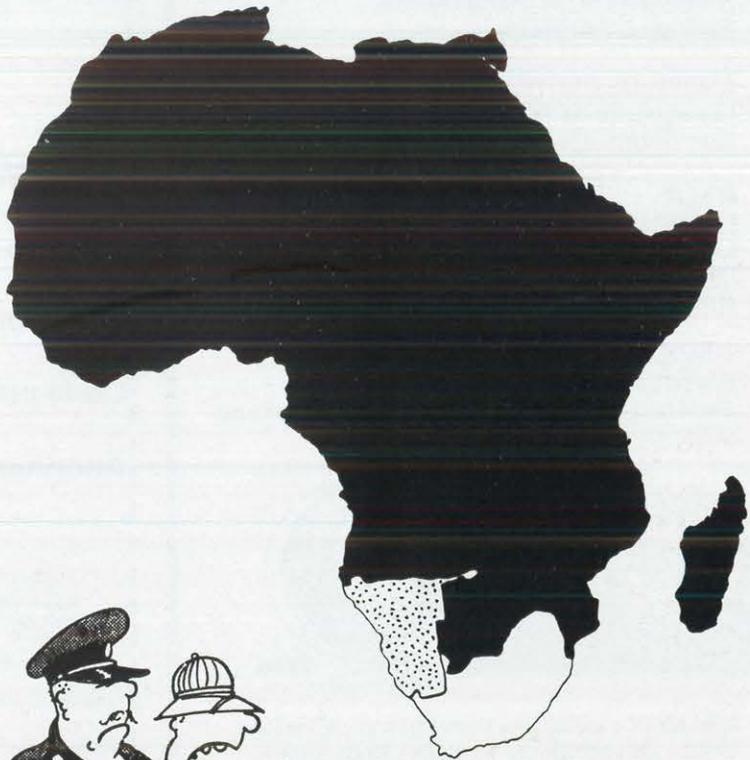
**URSS**  
La grève des  
mineurs à la loupe

**AMERIQUE CENTRALE**  
Les accords de Tela

**TURQUIE**  
Révolte dans  
les prisons

15 FF - 4 FS - 85 FB

**NAMIBIE/  
AFRIQUE DU SUD :**  
L'apartheid en crise



BIENTÔT ON N'Y VERRA  
PLUS CLAIR !

# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée  
sous la responsabilité du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).  
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire  
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.  
Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 293

Du 18 septembre au 1er octobre 1989

- 3 **NAMIBIE**  
Menaces contre le processus d'indépendance  
*Ros YOUNG*
- 8 **AFRIQUE DU SUD**  
La Campagne de défiance  
*Mark HARPET*
- 10 **UNION SOVIETIQUE**  
La grève des mineurs à la loupe  
*David SEPPO*
- 17 **COLOMBIE**  
"Narcoguerre" et "narcodollars"  
*Rodrigo O'FARRELL*
- 20 **AMERIQUE CENTRALE**  
Les accords de Tela  
*Eric TOUSSAINT*
- 22 **ITALIE**  
La LCR rejoint DP  
*Livio MAITAN*
- 22 **Résolution de la LCR**  
**DOCUMENT**
- 24 **TURQUIE**  
Décès de deux grévistes de la faim  
*Entretien avec Nevzat HELVACI, président de  
la Ligue des Droits de l'homme*

**EN  
BREF...**



- 26 **MEXIQUE : La lutte à l'usine Ford ; ETATS-UNIS : Les étudiants chinois s'organisent ;**
- 27 **LA GLASNOST ET SES LIMITES**
- 28 **FRANCE**  
*"Dette, apartheid, colonies...  
ça suffit comme çà !"*  
**Alain MATHIEU**

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat  
unifié de la IVE Internationale.



## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal ..... Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",  
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108  
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

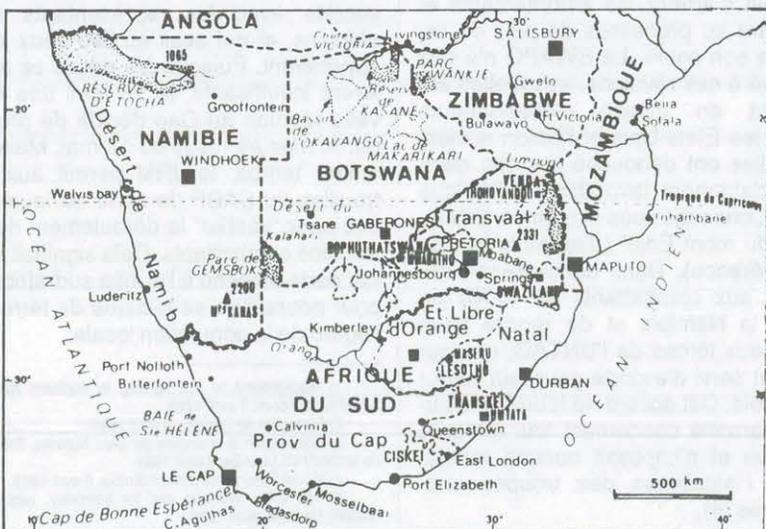
- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire**  
**- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**  
**Tél : 45.32.06.23**

# Menaces contre le processus d'indépendance

**LES ELECTIONS pour une assemblée constituante qui devrait adopter, à une majorité des deux tiers, la constitution du futur Etat indépendant de Namibie, auront lieu le 6 novembre prochain. L'avènement du nouveau gouvernement devrait avoir lieu en avril de l'année prochaine. Entre temps, les forces sud-africaines devraient être réduites à 1 500 hommes, et cantonnées dans deux bases. Plus de 40 000 réfugiés doivent pouvoir rentrer dans le pays et s'inscrire sur les listes électorales avant septembre. Une série de lois ségrégationnistes ont été abolies. Mais l'étendue de cette réforme institutionnelle pré-électorale reste à la discrétion de l'administrateur général sud-africain, Louis Pienaar, et du commissaire des Nations Unies, Marti Ahtisaari, ce qui est contesté par l'Organisation des peuples du sud-ouest africain (SWAPO), la principale organisation nationaliste. La SWAPO tentera, à l'occasion des élections, de faire légitimer sa représentativité populaire parmi la population noire. C'est avec un programme économique modéré que la SWAPO aborde cette échéance. L'Afrique du Sud s'emploie, malgré cela, à tout faire pour réduire au maximum le nombre de voix qui se porteront sur les listes de la SWAPO, et de saboter le processus d'indépendance. Déjà, les sud-africains nés en Namibie, où qui y ont vécu durant ces quatre dernières années, sont encouragés à voter. Par ailleurs, l'assassinat d'Anton Lubowski, l'un des principaux dirigeants de la SWAPO, le 12 septembre dernier (c'est-à-dire quelques jours avant le retour de Sam Nujoma, président de la SWAPO), montre que l'Afrique du Sud et ses partisans en Namibie ne vont reculer devant rien pour empêcher le succès de la SWAPO.**

Ros YOUNG



**S**OUS PRÉTEXTE de la présence de l'Armée Populaire de Libération de la Namibie (PLAN) sur le territoire namibien — autrement dit, en invoquant l'argument que les combattants de la SWAPO se seraient "infiltrés" dans le pays — l'armée sud-africaine a rompu le cessez-le-feu établi le 1er avril, et lancé soudainement une offensive contre les positions du PLAN avec l'accord des Nations-Unies (ONU). Fort du soutien du Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, le gouvernement sud-africain a poussé le représentant de l'ONU en Namibie, Marti Ahtissari, à approuver l'intervention de la police, puis de l'armée sud-africaine contre les combattants namubiens.

A travers cette attaque soigneusement orchestrée, les gouvernements de l'Afrique du Sud, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, avec l'appui de la presse internationale, se sont unis pour dénoncer la SWAPO comme étant la seule responsable de la rupture du cessez-le-feu. La SWAPO a été accusée de ne pas avoir respecté la Résolution 435 du Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que les accords de Genève, et en conséquence, de mettre en danger le processus de l'indépendance.

Le but de cette opération était d'isoler la SWAPO sur le plan international. De plus, le régime sud-africain a saisi la possibilité de tester jusqu'à quel point il pouvait manipuler les forces de paix des Nations Unies (UN Transition Assistance Group, UNTAG), afin de rétablir son contrôle sur le processus d'indépendance. Au lieu de soutenir la SWAPO, la majorité des organes de presse internationaux ont accepté la version des événements donnée par l'Afrique du Sud. La machine de propagande sud-africaine a habilement présenté sa propre armée (South African Defence Force, SADF) comme la victime d'une "invasion" de la SWAPO, en la transformant ainsi en défenseur de la démocratie et de l'intégrité de la Namibie. De cette manière, le fait fondamental de la guerre et de l'occupation illégale du pays par l'Afrique du Sud a été complètement escamoté.

## Les reculades de l'ONU

Les querelles diplomatiques qui ont suivi les événements portaient sur l'approvisionnement des forces du PLAN dans le cadre du projet de l'ONU pour l'indépendance de la Namibie, sur la résolution 435 (avec tous ses annexes) et sur les accords signés l'année dernière concernant les négociations de paix entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud (voir *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989).

Le gouvernement sud-africain prétend, sans disposer d'aucune preuve, que les combattants de la SWAPO se seraient trouvés en Angola, au nord du 16e parallèle, au moment du cessez-le-feu. En effet, la résolution 435 de l'ONU prévoit l'installation des forces du PLAN seulement dans les bases namubiennes

## Un siècle de colonialisme

— 1885 : A la conférence de Berlin, la Namibie devient une colonie allemande.

— 1915 : En juillet, les Alliés demandent à l'Union sud-africaine d'en prendre le contrôle. Il fallut un an de combat entre Blancs pour que le territoire change effectivement de main.

— 1919 : L'Union sud-africaine est chargée par la Société des Nations (SDN) de l'administrer, avec l'obligation de lui faire un rapport annuel.

— 1948 : L'Afrique du Sud refuse de remettre son mandat à l'ONU (successeur de la SDN). 6 députés blancs représentent la Namibie au parlement d'Afrique du Sud.

— 1949 : Le territoire est annexé et devient une simple province.

— 1960 : L'Ovambo people's organisation devient la South west african people's organisation (SWAPO).

— 1966 : Au mois d'août a lieu le premier accrochage entre l'armée sud-africaine et la SWAPO. En septembre, l'ONU retire son mandat à l'Afrique du Sud. La SWAPO est alors considérée comme "le représentant unique et authentique du peuple Namibien."

— 1977 : La SWAPO intensifie la guérilla.

— 1978 : Le 29 septembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies vote la Résolution 435, sur l'indépendance de la Namibie. L'ONU demande un cessez-le-feu et des élections libres sous contrôle international. L'Afrique du Sud accepte d'accorder un statut d'autonomie interne, mais la SWAPO refuse de prendre part aux élections organisées en décembre.

— 1984 : Après les raids sud-africains contre la SWAPO sur le territoire angolais, en octobre 1983, la SWAPO accepte de négocier avec l'Afrique du Sud.

— 1985 : L'Afrique du Sud décide de mettre en place un gouvernement et une assemblée intermédiaire.

— 1986 : L'Angola rejette une proposition de Prétoria portant sur l'application de la résolution 435 au 1er août et la retrait simultané des troupes cubaines. Prétoria a, en effet, toujours lié le sort de la Namibie à la présence des troupes cubaines en Angola, ce que refusait, à l'époque, le gouvernement de Luanda (Angola).

— 1988 : En mai, débute une série de réunions quadripartites sur le règlement global des conflits dans la région, entre l'Afrique du Sud, Cuba, l'Angola, sous la médiation des Etats-Unis. En juillet, la quatrième réunion, à New-York, aboutit à l'approbation d'un accord-cadre sur "un ensemble de principes" :

Les deux points importants de cet accord sont :

1- Conformément aux dispositions de la résolution 435 du Conseil de Sécurité de l'ONU, les gouvernements de Prétoria et de Luanda doivent coopérer de manière à assurer l'indépendance de la Namibie par le biais d'élections "libres et impartiales".

2- Le retrait progressif et total des troupes cubaines du territoire de la république populaire d'Angola.

En décembre, les discussions quadripartites fixent le processus d'indépendance au 1er avril 1989, qui devait déboucher, au 1er novembre, à la tenue d'élections "libres et impartiales" en Namibie. ■

sous contrôle de l'UNTAG. En dépit de la farouche opposition sud-africaine à cette décision, elle n'a pas été renversée au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, jusqu'au dernier moment, l'ONU a esquivé la question, posée avec force par la SWAPO, de préciser les conditions d'application de cette résolution (1).

La SWAPO a même été accusée de ne pas avoir respecté le Protocole de Genève du 5 août 1988 (signé par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba), à savoir, un document secret qu'elle n'avait pas signé. Contrairement aux déclarations de l'Etat sud-africain, les accords de Genève ne concernent que les forces du PLAN déjà stationnées en Angola au moment du cessez-le-feu en Namibie, et leur installation en Angola au nord du 16e parallèle (2).

L'Afrique du Sud a essayé d'exploiter cette situation nouvelle afin de modifier en sa faveur les rapports de forces vis-à-vis du PLAN. Cependant, les événements ont pris une autre tournure. Les forces du PLAN (soutenues par leurs réserves installées en Angola) ont repoussé vaillamment l'armée sud-africaine, au point qu'elle n'a pas pu — comme elle aurait voulu — cacher ses lourdes pertes. Tandis que les corps des combattants du PLAN, des civils — et même des Noirs des SADF — étaient déchargés hâtivement dans des fosses communes, les corps des blancs des SADF étaient ramenés en Afrique du Sud, et enterrés avec tous les honneurs.

### L'opération tourne à la farce

Au bout d'une semaine d'âpres combats, Sam Nujoma, président de la SWAPO, déclarait le 4 avril que son mouvement rappelait tous les combattants présents en Namibie afin de "ne pas donner de prétexte à l'Afrique du Sud pour bloquer le processus d'indépendance" (3).

Des réunions de la Commission de contrôle conjointe (Joint Monitoring Commission, JMC), composée par Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud, se sont déroulées durant les mois d'avril et de mai, afin d'arrêter les affrontements et permettre au processus de paix de reprendre son cours. La SWAPO n'a pas participé à ces réunions, auxquelles assistèrent en qualité d'observateurs l'ONU, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Elles ont débouché sur des décisions clairement favorables à l'Afrique du Sud, connues sous le nom de "Déclaration du mont Edjo" (d'après le lieu de la conférence). Dans ce cadre on demanda aux combattants du PLAN de quitter la Namibie et de rendre leurs armes aux forces de l'UNTAG, qui leur auraient servi d'escorte pour leur retour en Angola. Cet accord ne fournissait aucune garantie concernant leur intégrité physique et n'imposait aucune restriction à l'installation des troupes sud-africaines (4).

Toute l'opération tourna à la farce. Le SADF (y compris son unité anti-émeute tristement célèbre) apparut dans tous les centres de rassemblement et, bientôt, surgirent des querelles entre le gouvernement sud-africain et l'ONU au sujet des conditions de retrait du PLAN. Autrement dit, la question était de savoir si ses forces devaient se "rendre" et si elles devaient être "interrogées" par le SADF avant d'être livrées à l'UNTAG.

Bien que ces propositions de l'Afrique du Sud furent rejetées, le fait qu'elles puissent être avancées avec une telle arrogance et, surtout, "soutenues" par un large déploiement de troupes, amena les représentants de la SWAPO à considérer tout cela comme un piège. Par conséquent, ils ordonnèrent à leurs unités de rentrer directement en Angola. Seuls cinq combattants blessés furent retrouvés dans les centres de rassemblement.

### La Déclaration du mont Edjo

Selon une déclaration de l'Union Nationale des Travailleurs Namubiens (NUNW), rendue publique au mois d'avril : "Ces accords (du mont Edjo) constituent une preuve supplémentaire du mépris avec lequel certains pays considèrent la souveraineté du peuple namibien et sa lutte de libération. Les accords du mont Edjo avaient pour but de résoudre le problème de la présence armée de la SWAPO en Namibie. Mais la SWAPO — la principale partie en cause dans toute cette question — n'y fut pas invitée" (5).

Avec la faillite de la Déclaration du mont Edjo, et sous la pression du régime sud-africain, selon lequel le processus de paix ne pouvait pas aboutir à cause de la présence des combattants de la SWAPO dans le territoire, un nouveau meeting du JMC se réunit, le 20 avril, à Ruacana, à la frontière entre l'Angola et la Namibie. On décida alors de confiner les troupes sud-africaines dans leurs bases pendant 60 heures, à partir du 26 avril, afin de permettre aux combattants d'évacuer le pays sans entraves. Il s'agissait, en réalité, d'une condition imposée par la SWAPO, lors d'une réunion secrète avec les représentants sud-africains, et qui avait eu lieu deux jours auparavant. Puisque les délais se révélèrent insuffisants, le 28 avril une nouvelle réunion au Cap décida de prolonger la mesure jusqu'au 13 mai. Mais, en même temps, le JRM permit aux patrouilles du SADF de sortir de leurs bases pour "vérifier" le déroulement du retrait des combattants. Cela signifiait donner carte blanche à l'armée sud-africaine pour poursuivre sa tactique de terreur à l'égard de la population locale.

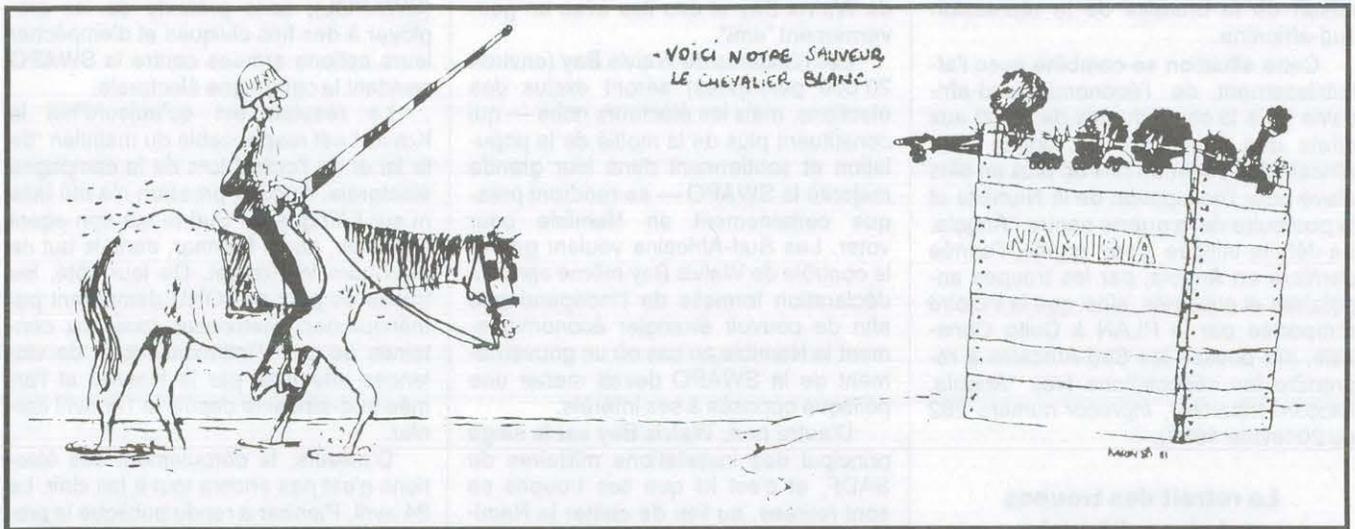
1) Background to the fighting in northern Namibia, SWAPO, Londres, 3 avril 1989.

2) Protocole de Genève, 5 août 1988.

3) Déclaration à la presse de Sam Nujoma, Président de la SWAPO, Luanda, 8 avril 1989.

4) Mount Edjo declaration, Namibie, 9 avril 1989.

5) Namibian Workers call for solidarity, rapport du NUNW, Namibie, avril 1989.



### **l'URSS, Cuba et l'Angola "lâchent" la Namibie**

Il faut maintenant répondre à une question : pourquoi l'Angola, Cuba et l'URSS ont-ils accepté de telles décisions favorables à l'Afrique du Sud ? Premièrement, sur le plan du conflit régional, leur objectif principal était la fin de l'agression sud-africaine contre l'Angola. L'indépendance de la Namibie apparaît à leurs yeux comme un problème secondaire, ou même comme un moyen pour atteindre ce but prioritaire. Le gouvernement angolais craignait fortement que l'Afrique du Sud puisse utiliser le prétexte du conflit au nord de la Namibie pour lancer une autre invasion de l'Angola. Deuxièmement, cette attitude pourrait être aussi le produit d'une incompréhension de la réalité namibienne, voire d'une sous-estimation des dévastations et des ravages faits par l'Afrique du Sud.

En dépit des déclarations du Secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, qui a critiqué la décision du JMC permettant aux patrouilles sud-africaines de "vérifier" la réalisation des accords, il est évident que l'attitude globale des Nations Unies est celle de parvenir à un règlement du conflit namibien qui serait favorable aux puissances impérialistes. L'UNTAG a été durement critiqué pour son inefficacité et son incompétence. La responsabilité de cette faillite du rôle de l'UNTAG est liée à la décision des cinq membres permanents de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Grand-Bretagne, France et Chine) de réduire son contingent de 7 500 à 4 650 hommes, ainsi que son budget. Ils ont aussi exclu la Suède de l'UNTAG, en acceptant l'argument de l'Afrique du Sud selon lequel ce pays appuyerait la SWAPO. Par conséquent, aujourd'hui en Namibie, personne ne se fait plus d'illusions sur le rôle de l'ONU.

Il a fallu une décennie pour que la résolution 435 du Conseil de Sécurité de l'ONU commence à être appliquée, et sans doute peu de gens seraient disposés à parier sur son accomplissement. La SWAPO considère cette résolution comme un "énorme compromis" qu'elle a été obligée d'accepter, pour ne pas ap-

paraître comme un obstacle au processus d'indépendance de la Namibie.

En réalité, cette résolution n'est que la version édulcorée d'une résolution précédente (385), approuvée par le Conseil de Sécurité en 1976. La résolution 435 fut élaborée par le Groupe de contact occidental, actuellement périmé, en collaboration avec l'Afrique du Sud. Ses concessions à l'égard de cette dernière sont évidentes. Par exemple, elle attribue à l'ONU un rôle de contrôle sur le déroulement des élections qui, en revanche, devraient être organisées par l'Administrateur général colonial de l'Afrique du Sud en Namibie, Louis Pienaar.

Par conséquent, SWAPO été absente des négociations de paix entamées depuis juillet-août 1982. De son côté l'Afrique du Sud, soutenue par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, ayant déclaré qu'elle ne siégerait pas à la même table que la SWAPO, celle-ci n'a donc pas participé aux récentes négociations de paix entre Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud sur la Namibie.

### **Le spectre d'une crise révolutionnaire**

En dépit de tous ces obstacles, l'indépendance de la Namibie peut être réalisée, aussi et surtout, grâce au développement du mouvement social en Namibie lors des deux dernières années. A ce propos, un élément important — souvent ignoré — est le débat qui secoue actuellement la SWAPO elle-même et l'approfondissement des mouvements de masse des étudiants et des travailleurs.

La renaissance, dès 1986, de l'Union nationale des travailleurs namibiens (NUNW), et d'autres syndicats nationaux affiliés, ainsi que la montée de l'Organisation nationale des étudiants namibiens (NANSO), ont placé le gouvernement sud-africain et ses alliés occidentaux face à une alternative : soit continuer la guerre, l'exploitation et la répression, jusqu'à l'éclatement d'une crise révolutionnaire dans un futur assez proche, soit accepter les plans de l'ONU

tout en œuvrant pour que rien ne change après l'octroi de l'indépendance.

Les syndicats et le mouvement des étudiants soutiennent fermement la SWAPO et considèrent la création d'un gouvernement de cette organisation comme la seule alternative viable à l'occupation sud-africaine. Les mobilisations de masse de ces deux mouvements se sont poursuivies après le 1er avril pour protester contre la présence sud-africaine en Namibie et contre ses tentatives de sabotage des élections.

### **Manifestations massives**

Le 18 mai, plus de 19 000 étudiants sont descendus dans les rues pour entamer une grève contre les actions répressives de la police sud-africaine. De son côté, la NUNW avait organisé le 1er avril, une manifestation de 20 000 personnes contre le projet sud-africain de nationaliser la plupart des services publics namibiens. Dans la région de Kavango, le syndicat des enseignants et celui des travailleurs des services publics ont organisé, ensemble, une grève contre le licenciement des enseignants et en soutien aux luttes estudiantines.

Il faut ajouter à cela les succès de l'aile militaire de la SWAPO contre l'armée sud-africaine, pourtant mieux équipée. Il suffit de voir le renforcement incessant de l'armée sud-africaine en Namibie pour comprendre que ses déclarations sur la défaite du PLAN ne sont qu'un vœux pieux. Ces dernières ont été très actives dans des actions de sabotage visant des cibles militaires et économiques. Bien que la SWAPO n'ait pas créé de "zones libérées" à l'intérieur du pays, il est tout à fait évident qu'elle n'aurait pu développer, ni poursuivre une lutte armée si longue et dure sans le soutien massif de la population rurale (et surtout des femmes). Cela s'explique aussi par le fait que, en particulier dans le nord, ses combattants sont très souvent d'origine paysanne et peuvent bénéficier de l'aide logistique de leurs familles. De plus, les civils qui manifestaient un certain scepticisme à l'égard du PLAN, ont été poussés à le soutenir, en

raison de la brutalité de la répression sud-africaine.

Cette situation se combine avec l'affaiblissement de l'économie sud-africaine dû à la chute du prix de l'or et aux effets des sanctions. Le régime sud-africain doit payer un prix de plus en plus élevé pour l'occupation de la Namibie et la poursuite de la guerre contre l'Angola. La défaite infligée à son armée, l'année dernière en Angola, par les troupes angolaises et cubaines, ainsi que la victoire remportée par le PLAN à Cuito Canavale, ont poussé les Sud-Africains à reprendre les négociations (voir "Angola, l'accord tripartite", *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989).

### Le retrait des troupes cubaines d'Angola

Soutenu par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, le régime sud-africain pouvait négocier avec l'Angola et Cuba sur la base d'une position de force, en dépit de son affaiblissement militaire. Les Etats-Unis et l'Afrique du Sud parvinrent ainsi, en échange de l'indépendance de la Namibie, à atteindre leur but traditionnel : le retrait des troupes cubaines de l'Angola.

Cet accord fut chaleureusement appuyé par Margaret Thatcher, qui crut y trouver une confirmation de l'efficacité de sa politique de la "diplomatie sans sanctions". La Namibie indépendante deviendra un argument à exploiter par les capitalistes afin d'abandonner les sanctions et d'oublier l'apartheid. En effet, l'Afrique du Sud est déjà prête à utiliser l'indépendance de la Namibie pour obtenir de nouveaux crédits bancaires sur le plan international. D'autre part, l'URSS — à la fois pour développer sa politique de rapprochement avec l'Occident et pour réduire de manière drastique son intervention financière et économique en Afrique méridionale, notamment en Angola — est à l'origine des concessions faites à Pretoria, par les Angolais et les Cubains. La Namibie n'est plus qu'un pion dans ce jeu.

Un des pires éléments de la résolution 435, est l'ambiguïté à propos de la reconnaissance de la souveraineté namibienne sur Walvis Bay et les îles proches du littoral. Par conséquent, l'Afrique du Sud refuse de reconnaître ces territoires comme appartenant à la Namibie. Walvis Bay représente le seul port du pays s'ouvrant sur des eaux profondes et la seule alternative au transport par les chemins de fer, à travers l'Afrique du Sud. Ici transitent environ 86 % des exportations de la Namibie (notamment uranium, diamants, cuivre et autres minéraux), et se trouvent les seules industries de traitement et d'emballage du poisson. Walvis Bay et plusieurs îles du littoral furent annexées par l'Afrique du Sud, en 1977 (sur la base d'un accord colonial britannique du XIXe siècle !). Maintenant, le régime sud-africain affirme vouloir négocier le destin

de Walvis Bay et des îles avec un gouvernement "ami".

Les résidents de Walvis Bay (environ 20 000 personnes) seront exclus des élections, mais les électeurs noirs — qui constituent plus de la moitié de la population et soutiennent dans leur grande majorité la SWAPO — se rendront presque certainement en Namibie pour voter. Les Sud-Africains veulent garder le contrôle de Walvis Bay même après la déclaration formelle de l'indépendance afin de pouvoir étrangler économiquement la Namibie au cas où un gouvernement de la SWAPO devait mener une politique opposée à ses intérêts.

D'autre part, Walvis Bay est le siège principal des installations militaires du SADF, et c'est ici que ses troupes se sont retirées, au lieu de quitter la Namibie comme prévu par l'ONU. Il semble que le gouvernement sud-africain ait dépensé 22 millions de rands (environ 11 million de dollars) afin de renforcer et mieux équiper ses installations militaires dans cette enclave. Il a aussi délimité une zone de 300 km autour de la côte de Walvis Bay et des îles, interdisant ainsi la pêche namibienne. Dans une résolution séparée de 1978 (432), le Conseil de sécurité des Nations Unies déclarait ce territoire comme appartenant intégralement à la Namibie et demandait son rattachement au reste du pays. Mais rien n'a été entrepris pour l'appliquer. En particulier, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (qui étaient renseignés sur les mouvements dans l'Océan indien et l'Atlantique méridional, grâce aux radars des navires sud-africains stationnés à Walvis Bay) ne prirent pas la moindre initiative dans ce sens (7). Lors de la guerre des Malouines, la flotte britannique put utiliser les installations sud-africaines de Walvis Bay comme base de réserve.

### Le Kœvœt

Le Kœvœt, l'unité anti-émeute de l'armée sud-africaine, représente un autre aspect fondamental du conflit. Créé en 1979 par le ministère de la Défense, et fort de 3 000 hommes, sa fonction devrait être de dénicher les combattants du PLAN, mais en réalité, son activité principale se réduit à la répression et à l'exercice de la terreur contre la population civile qui soutient la SWAPO. La liste des tortures, des meurtres, des destructions de villages, des parades avec les corps des combattants de la SWAPO liés aux véhicules militaires et d'autres horreurs de ce genre ne fait qu'augmenter (8).

Ces actes de brutalité sont perpétrés par des officiers sud-africains blancs, par des Namibiens noirs (dans la plupart des cas issus des provinces d'Ovambo et Kavango) et par des Angolais, ex-militants de l'UNITA et du FNLA (9). Selon les plans de l'ONU, le Kœvœt devait être dissout, mais en réalité, ses membres furent incorporés dans les forces de la police locale sud-africaine

(SWAPOL), sous prétexte de les employer à des fins civiques et d'empêcher leurs actions armées contre la SWAPO pendant la campagne électorale.

Le résultat est qu'aujourd'hui le Kœvœt est responsable du maintien "de la loi et de l'ordre" lors de la campagne électorale. Aucune pression n'a été faite ni sur l'Afrique du Sud ni sur son agent namibien, Louis Pienaar, dans le but de dissoudre le Kœvœt. De leur côté, les forces de paix de l'ONU demeurent pathétiquement inefficaces face aux centaines de cas d'intimidations et de violences effectués par le Kœvœt et l'armée sud-africaine depuis le 1er avril dernier.

D'ailleurs, le déroulement des élections n'est pas encore tout à fait clair. Le 24 avril, Pienaar a rendu publique la procédure des élections. Du premier coup, cela paraît assez raisonnable : le droit de vote est fixé à 18 ans. Pour voter, il faut être né en Namibie ou être le fils naturel de quelqu'un né en Namibie, ou encore être résident dans le pays depuis quatre ans (avec le droit de procéder en appel dans un délai de 21 jours, en cas de non-enregistrement ou de refus).

### Des élections suspectes

Mais les omissions sont inquiétantes. Le projet de loi électorale ne prévoit pas l'enregistrement des électeurs par ordre alphabétique, ce qui constitue la condition fondamentale de toute élection sérieuse. Il n'y a donc aucun moyen de savoir si quelqu'un a été rayé de la liste, ni si d'autres y ont été enregistrés plusieurs fois. Récemment, des membres du SADF ont été vus dans les cimetières en transcrivant les noms gravés sur les tombes... on peut bien s'imaginer dans quel but ! De plus, le contrôle des papiers d'identité demeure très vague.

Si le projet de loi électorale n'est pas modifié, il est évident que le vote ne sera pas "libre et impartial" (10). Le représentant de l'ONU doit maintenant approuver la proposition de Pienaar concernant les élections et, sur la base de l'expérience passée, il est peu probable qu'il s'y oppose.

En même temps, l'Afrique du Sud cherche à enregistrer sur la liste électorale, un grand nombre de non-Namibiens, tels que les bandits angolais de l'UNITA ou des militaires des troupes d'occupation. D'autre part, la poursuite de la terreur dans le pays a empêché jusqu'à maintenant, le retour des exilés namibiens (dans la plupart des cas,

6) Déclaration du secrétaire général pour les consultations informelles du Conseil de sécurité, 4 mai 1989.

7) "Walvis Bay threat to SWAPO". *Alternet*, 26 mai 1989.

8) "Dreaded Kœvœt to help with UN plan?", *Action on Namibia*, Spring 1989.

9) UNITA : Front national pour l'indépendance totale de l'Angola ; FNLA : Front de Libération nationale de l'Angola. Courants nationalistes réactionnaires, soutenus par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

10) *International Newsbriefing on Namibia*, Londres, mai 1989. L'ébauche de la Déclaration a été refusé par la SWAPO, le NUNW, le Conseil namibien des Eglises et le Centre d'assistance légale, mais on n'en connaît pas encore le sort définitif.

membres de la SWAPO), qui aurait dû commencer le 15 mai, mais qui a été enfin renvoyé indéfiniment par le Haut commissariat des réfugiés de l'ONU (UNHCR). La prolongation de ce délai est évidemment favorable à l'Afrique du Sud. Le retour du groupe dirigeant de la SWAPO, et notamment du président Sam Nujoma, soulèveront inévitablement un grand mouvement populaire. Actuellement, 40 000 exilés namibiens ont présenté une demande de retour auprès de l'UNHCR, et le quartier général de la SWAPO, installé provisoirement à Luanda, a déclaré être prêt à retourner dans le pays après l'établissement d'un pont aérien (11).

### Refus d'abroger les lois racistes

Les centres de rapatriement ont été établis dans le pays par le Conseil des Eglises en Namibie, qui agit en tant que collaborateur de l'UNHCR. Il s'agira de la plus importante opération de rapatriement par pont aérien, effectuée jusqu'à maintenant par le UNHCR en Afrique. Mais des fortes réserves demeurent au sujet de la sécurité des exilés dans ces centres, à cause de l'activité du Kœvoet. Le retard dans le processus de rapatriement est lié aussi au refus de Pienaar d'abroger toute une série de lois racistes et opprimantes, comme prévu par la résolution 435, sous prétexte qu'il ne faudrait abolir que les lois concernant les élections. Par exemple, il a refusé de supprimer la loi AG8, qui établit la ségrégation raciale dans les écoles, et des administrations "ethniques" séparées. Le 6 juin dernier, l'amnistie a été proclamée pour tous les militants de la SWAPO arrêtés en Namibie et 36 lois racistes (sur les 59 existantes) ont été supprimées. Mais la loi AG8 demeure toujours en vigueur.

Puisque le régime sud-africain admet que des élections "libres et impartiales" donneront la victoire à la SWAPO, il cherche maintenant à en limiter la portée. Les élections se dérouleront sur une base proportionnelle et une majorité de deux tiers de l'Assemblée constituante sera nécessaire pour l'approbation de chaque loi. Si seulement la SWAPO frôle, sans l'atteindre, le deux tiers de l'Assemblée, elle sera l'otage des petits partis alliés à l'Afrique du Sud qui exerceront leur droit de veto sur chacune de ses propositions. L'approbation de la constitution sera vraisemblablement un processus beaucoup plus long que prévu par les accords de l'ONU. Et encore il ne faut pas exclure la possibilité d'une nouvelle invasion du pays par l'Afrique du Sud, ni une intensification des actions du Kœvoet et du SWAPOL pour le déstabiliser, selon un modèle déjà expérimenté en Angola et au Mozambique.

Plus de 50 partis participent aux élections, avec des listes indépendantes ou dans le cadre d'alliances, ce qui représente un nombre fantastique pour un

pays dont la population ne dépasse pas 1,5 millions d'habitants. Dans la plupart des cas, ces partis sont petits, ont une base ethnique locale et une influence très faible. Depuis août 1988, Louis Pienaar cherche à les unir dans un front commun opposé à la SWAPO.

### Sabotage des élections

Le principal adversaire de la SWAPO est l'Alliance démocratique de Turnhalle (DTA). Non pas à cause de son influence parmi la population (en réalité très faible), mais plutôt à cause des millions de rands qu'il reçoit de l'Afrique du Sud. Il s'agit d'une organisation totalement alliée au régime de Prétoria et soutenue activement par le SADF et le Kœvoet. En 1978, la DTA fut installée au "gouvernement" par l'Afrique du Sud, mais son action fut rapidement paralysée par le boycottage de la SWAPO.

Un soutien financier est aussi donné à la DTA par ses sympathisants d'extrême droite ouest-allemands. La DTA s'est souvent distinguée pour ses actions répressives contre la SWAPO. Elle possède sa propre "force de police" et ses T-shirts sont portés par les troupes du Kœvoet et du SADF lors des meetings (12).

L'essentiel de l'économie namibienne est contrôlée par des puissances étrangères comme l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne. Avant de démissionner, en mars dernier, le gouvernement fantoche de l'Afrique du Sud a élaboré un plan prévoyant la privatisation de tous les services publics, y compris la santé, les postes et télécommunications, l'eau et les transports. Le NUNW, la fédération des syndicats, a justement dénoncé cette mesure comme une tentative de boycottage du processus d'indépendance et a lancé la menace d'une grève générale au cas où le projet n'était pas retiré.

Si ces privatisations sont effectuées avant les élections, les Sud-Africains seront en mesure de boycotter tous les services essentiels. D'autre part, leur éventuelle re-nationalisation, après les élections, ne se ferait sans doute pas sans une compensation financière très onéreuse pour le futur gouvernement de la SWAPO.

La campagne électorale a été ouverte officiellement le 1er juillet, avec un scénario marqué par l'affrontement entre deux forces principales : la SWAPO et l'Afrique du Sud. Malgré sa propagande tapageuse, toute la stratégie de la DTA se réduit à essayer de limiter l'ampleur de la victoire de la SWAPO, qui a de fortes chances de s'imposer (13).

11) Finalement, le rapatriement d'une partie du groupe dirigeant de la SWAPO a eu lieu le 12 juin (voir "SWAPO leaders home from exile to start poll preparations", *Financial Times* du 19 juin 1989). Sous la pression de l'Afrique du Sud, l'UNHCR n'a pas permis aux représentants de l'Eglise namibienne de rencontrer les exilés rapatriés dans les cinq points d'entrée.

12) "Namibia's election line-up", *Action on Namibia*, Summer 1989.

13) Un aspect de cette politique de "diviser pour régner", visant surtout l'opinion publique internationale, con-

En effet, la SWAPO représente le seul véritable mouvement national en Namibie. Comme dans tout mouvement national, il inclue un large spectre de courants politiques, parmi lesquels une mouvance socialiste de gauche très importante. Après l'indépendance, la SWAPO devra gérer la situation peu enviable d'un pays dont l'économie est complètement soumise à l'Afrique du Sud (la plupart des aliments et des biens de large consommation sont importés de l'Afrique du Sud). Dans l'immédiat, la SWAPO dispose de marges de manœuvre très limitées. Dans ces conditions, elle a déjà affirmé sa volonté de maintenir un système d'"économie mixte" dans le pays, de ne pas nationaliser les compagnies étrangères et de se borner à exproprier les latifundia des propriétaires absents (14). En tirant la leçon des destructions provoquées par l'exode massif des forces coloniales en Angola et au Mozambique, la SWAPO tente maintenant de rassurer la communauté blanche inquiète pour son avenir dans une Namibie indépendante.

### La lutte se poursuivra après l'indépendance

La lutte se poursuivra certainement après la déclaration formelle de l'indépendance. Dans un premier temps, la tâche principale de la SWAPO ne sera pas celle de nationaliser les multinationales, mais plutôt celle de développer la participation des masses à la reconstruction du pays et de stimuler leur auto-organisation afin que la majorité noire puisse avancer ses propres revendications et défendre le nouvel Etat indépendant.

La SWAPO a l'avantage de pouvoir tirer les leçons des autres pays africains devenus indépendants dans la récente période. Si la SWAPO réussit à maintenir son influence de masse, et à expliquer à la population quels sont les choix possibles à chaque étape, et comment les réaliser, elle pourrait alors résister à toute tentative de destabilisation. Dans ce cadre, elle doit respecter l'indépendance des mouvements syndical et étudiant, et appuyer la construction d'un mouvement autonome des femmes. Ceci dit, l'avenir de la Namibie, ainsi que des autres Etats de la région, reste lié à la défaite du capitalisme en Afrique du Sud. ■

juillet 1989

siste à présenter la SWAPO comme une organisation "tribale" de l'ethnie Ovambo située dans le nord du pays. Cette affirmation est démentie par le large soutien quotidien de l'ensemble de la population noire de la Namibie.

14) "Namibia's economic prospects brighten up", *Luanda*, 28 novembre 1988 (il s'agit d'un document du Bureau politique du Comité central de la SWAPO). Selon une estimation de la SWAPO, les latifundia appartenant aux propriétaires absents atteignent 48% des fermes gérées par les Blancs. Voir aussi "La SWAPO joue la modération", *Le Monde* du 6 juillet 1989.

# La Campagne de défiance



**LES ELECTIONS du 6 septembre dernier au Parlement sud-africain à trois chambres (blanche, métis et indienne) ont donné lieu, une fois de plus, à une forte mobilisation de la population "africaine" qui n'a toujours pas le droit de vote. Les communautés métisse et indienne ont boycotté, dans une grande mesure, les élections à "leurs" chambres respectives. Par ailleurs, les élections ont été perturbées par la campagne pour le démantèlement de l'apartheid et pour le suffrage universel, qui ont été le théâtre d'affrontements sanglants entre la police et les manifestants.**

Mark HARPET

**T**OUT CELA tombait fort mal à point pour F.W. De Klerk, le successeur de Botha à la tête du Parti national (PN), qui s'apprêtait à approfondir son programme de réformes, dans la foulée de la victoire étriquée de son parti aux élections (1). L'accélération de la révolte des masses lui complique la tâche ardue de trouver un espace politique suffisant pour ses réformes, et les résultats électoraux démontrent qu'il devra continuer à faire des compromis, tantôt avec l'aile libérale, tantôt avec l'aile conservatrice.

La grande manifestation, exceptionnellement autorisée, du 13 septembre, au Cap, a ainsi été l'occasion d'une démonstration de force en faveur du changement. Et De Klerk a déclaré en substance, le jour-même, qu'il souhaitait que ces événements apportent la preuve qu'un esprit nouveau peut se lever dans le pays.

Cependant, pour comprendre la réelle signification de cette activité des masses, il faut la placer dans le contexte de l'accélération des discussions à propos du projet de négociations entre le gouvernement et des secteurs du mouvement de libération, ainsi que la possibilité d'arriver à une solution négociée. Le Congrès national africain (ANC) est sous la pression accrue des ses partisans, de l'Union soviétique, des Etats voisins et d'une grande partie des gouvernements des métropoles capitalistes, pour qu'il cesse la lutte armée et trouve un arrangement avec Prétoria (2). L'ANC, pour sa part, estime qu'il est possible de mettre le gouvernement sous pression, dans le cadre d'une solution négociée. C'est pour cela qu'il a bien accueilli et encouragé les campagnes de défiance et anti-LRA (3).

L'ANC considérait, en effet, que ces campagnes étaient d'une importance décisive pour forcer le gouvernement à s'asseoir à la table des négociations. Ainsi, dans la mesure où cette résistance était perçue comme étant initiée par l'ANC, cela ne pouvait qu'augmenter son poids dans une négociation anticipée. Mais en même temps, la mobilisation actuelle s'est déroulée dans une période d'unité sans précédent du mouvement de masse.

## La nouvelle alliance

Sous le poids des mesures de l'Etat d'urgence, des restrictions et interdictions sur les organisations et les militants, le mouvement de masse avait connu un réel recul. Beaucoup d'organisations de base se sont effondrées ou sont devenues l'ombre d'elles-mêmes. Dès que de nouvelles organisations prenaient la relève, elles étaient à leur tour interdites. En réaction à cette situation, une alliance informelle s'était établie sous le sigle du Mouvement démocratique des masses (MDM).

La colonne vertébrale de cette alliance était le Front démocratique uni (UDF) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), les directions de ces deux organisations étant, toutes deux, habilitées à faire des déclarations au nom du MDM. La campagne électorale, et les manœuvres de De Klerk, voulant montrer à l'opinion publique internationale qu'il avait entrepris des réformes radicales, avaient ouvert un léger espace démocratique. S'engouffrant dans cette brèche, le MDM a réussi à prendre sa place dans la vie politique en devenant le fer de lance de la Campagne de défiance.

La direction auto-proclamée du MDM n'a pas clarifié la question de savoir si des organisations ayant des positions idéologiques contraires à celle du

mouvement chartiste avaient leur place dans le MDM. Alors que certains dirigeants du MDM prétendent que celui-ci pourrait inclure toutes les organisations du mouvement de masse, d'autres ont limité cette adhésion aux seules organisations s'inspirant de la Charte de liberté (le programme de l'ANC).

Cela soulève d'importantes questions de pratique démocratique, de mandat et de représentativité. Récemment, cette question a pris de l'importance au sujet de la décision sur le boycott des élections. Alors que tout le monde s'accordait pour boycotter les élections aux parlements métis et indiens, une certaine confusion a régné sur les élections au parlement des Blancs. Sidney Mafumadi, le Secrétaire général adjoint de la COSATU a déclaré que le MDM n'avait rien à voir avec ces élections racistes qui devraient, par conséquent, être boycottées. Cela a jeté la consternation parmi les partisans blancs de l'UDF, qui estimaient qu'il était nécessaire de voter pour le Parti démocrate.

Quelques jours plus tard, Murphy Morobe (l'un des principaux dirigeants de l'UDF) a fait une déclaration, dans laquelle il précisait que la décision définitive et officielle du MDM était de ne boycotter que les élections à la "Chambre des représentants" métis et à la "Chambre des délégués" indiens, mais pas celles au parlement blanc. La question qui se pose alors, est de savoir qui a donné à Morobe le mandat et le pouvoir d'affirmer qu'il s'agissait de la "position définitive et officielle" du MDM ? A-t-on consulté le COSATU ? L'UDF l'a-t-il été ? Et les autres organisations ? Plus des positions différentes verront le jour au sein du MDM, plus ces problèmes de démocratie, de représentativité, et de la composition exacte du MDM deviendront cruciaux.

## Dépasser le sectarisme

Cependant, il est évident que le sectarisme, qui a atteint son paroxysme lors du 11e Congrès du COSATU, en 1987, est en perte de vitesse. Il semble que la campagne commune du COSATU et du NACTU (Congrès national des syndicats) contre la loi des relations de travail ait joué un rôle considérable dans la détente des relations entre les différentes organisations. En particulier, l'unité forgée autour du Sommet ouvrier (4) a déjà eu des retombées positives.

Au congrès du COSATU, le NUMSA, syndicat des métallurgistes (d'orienta-

1) Le Parti national, au pouvoir, sort affaibli et obtient 93 sièges sur 178, soit 40 de moins par rapport au dernier scrutin. Sur sa droite, le Parti conservateur obtient 39 sièges (17 de plus) et sur sa gauche, le Parti démocratique obtient 33 sièges (13 de plus). Cette courte victoire du PN (en réalité seulement 6% de tous les sud-africains adultes ont voté pour lui) témoigne de l'érosion de sa crédibilité, contesté tout à la fois par une partie des Blancs qui se refusent à toute réforme du système et par ceux qui ne voient pas d'autre issue à la crise, que la négociation avec l'ANC.

2) Voir "Les débats dans l'ANC", dans *Inprecor* numéro 280 du 23 février 1989.

3) La LRA : nouvelle réglementation du travail, plus restrictive pour les activités syndicales.

4) Le Sommet ouvrier s'est tenu en mars 1989 (voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989).

tion nettement marquée à gauche) a proposé et réussi à faire passer une résolution appelant à la reconstruction du mouvement de masse sur une base disciplinée et représentative, traversant toutes les divisions idéologiques du mouvement de libération. Parallèlement, une motion a remis à l'ordre du jour, la tenue de la conférence anti-apartheid, qui avait été interdite, en proposant qu'elle se tienne sous le sigle d'un Congrès pour un avenir démocratique, dont le comité d'organisation serait composé de représentants de l'UDF, du COSATU, du NACTU, de l'Organisation des peuples d'Azanie (AZAPO) et de la Ligue d'action du Cap (CAL) (5).

Récemment, dans un rassemblement qui avait pour but d'annoncer la levée de la mise en quarantaine des organisations proscrites, les affiliés de l'UDF ont invité les organisations de la mouvance de la Conscience noire à rejoindre leurs rangs. Mais tout est loin d'être si rose. Lors d'un rassemblement commun, le 16 juin dernier, à Johannesburg, les sarcasmes des partisans de l'UDF à l'encontre de Muntu Myeza de l'AZAPO, lorsque celui-ci a pris la parole, ont fait resurgir l'hostilité.

Bien que la Campagne de défiance ait démarré sur un ton relativement pacifique et calme, avec pour point de mire la ségrégation dans les hôpitaux, les bus et sur les plages, à partir du moment où la campagne a commencé à prendre de l'élan et s'est confrontée à la répression policière, le travail et les cours ont commencé à être perturbés. Surtout au Cap, où les écoles ont été boycottés et les examens ont dû être repoussés.

### La police à l'œuvre

A l'approche des élections du 6 septembre, la résistance est devenue plus militante, avec des manifestations, des barricades et des jets de pierre. Le mot d'ordre d'un "stay-away" (paralysie générale de toute la vie sociale) de deux jours, les 5 et 6 septembre, a été suivi à 80% dans les provinces du Natal et du Cap oriental, 70% au Witwatersrand, et à 41% au Cap. Ce dernier taux est exceptionnellement élevé pour le Cap, et indique l'approfondissement de la résistance. Le soir des élections, 23 personnes furent assassinées au Cap et alentour, par la police.

Durant ces derniers jours, on a assisté à une recrudescence des assassinats commis par la police qui a fait preuve d'une brutalité inégalée et a massacré les manifestants. Les dernières estimations portent à 35 le nombre de personnes assassinées au Cap, la plupart abattus systématiquement à bout portant. La brutalité de la répression policière confirme l'hypothèse que le mouvement de masse doit s'attendre à des attaques plus dures, des arrestations massives, des exils forcés, etc. Le régime s'efforce de créer un climat calme qui lui permettrait de relâcher Nelson Mandela et de poursuivre le processus

de cooptation de sections de la majorité pour son programme de réforme.

Le MDM, quant à lui, s'est engagé à intensifier sa Campagne de défiance. Une partie de la gauche avait d'abord adopté une attitude distante par rapport à cette campagne, la considérant comme une campagne "petite-bourgeoise" qui se limite à défier le "petit apartheid". Il est clair que c'est bien le but poursuivi par les forces regroupées autour de l'évêque Desmond Tutu et du révérent Alan Boesak (tous deux membres de l'UDF), qui ont voulu orienter la Campagne de défiance dans le sens d'un mouvement pour les droits civiques, prêchant la non-violence et la résistance passive.



L'héritage de Botha

Mais dans le contexte politique de l'Afrique du Sud, il était évident qu'une telle campagne qui se base sur une mobilisation large, ne pouvait se cantonner aux limites des droits civiques. Etant donné la situation défensive dans laquelle se trouve le mouvement de libération, l'insistance sur l'aspect non-violent et de résistance passive semble correcte. En fait, au début, c'est bien cet aspect du mouvement qui a forcé les autorités à agir avec retenue. Par exemple, les patients noirs ont été autorisés à être soignés dans les sections hospitalières réservées aux Blancs. Les manifestations étaient bloquées avant leur destination finale, mais des représentants du mouvement ont été autorisés à présenter des pétitions ou des revendications aux autorités concernées. Tout cela a permis à la campagne d'acquiescer une plus grande audience.

Il est vrai, cependant, que le mouvement n'avait qu'un faible contenu de classe. D'un certain côté, la Campagne de défiance a eu tendance à détourner l'attention et les énergies de la lutte contre la loi sur les relations de travail. Quelques organisations de gauche, comme la LAC, se sont investies dans la Campagne de défiance tout en la recentrant autour de la lutte contre la LRA, notamment en organisant des piquets et en arborant des pancartes contre la LRA. Des manifestations organisées par les étudiants se sont dirigées vers des usines en grève, comme la National Panasonic, où les ouvriers sont affiliés au Syndicat des électriciens et assimilés. Ces tentatives de lier les luttes estudiantines aux luttes ouvrières étaient

certes embryonnaires, mais elles ont eu le mérite de montrer comment une telle campagne pouvait acquiescer un contenu de classe.

Le Syndicat national des mineurs (NUM, principal syndicat membre du COSATU), a porté la campagne dans les mines, avec des actions contre la ségrégation dans les cantines et autres pratiques du même genre.

### La campagne anti-LRA

Peu d'autres syndicats se sont investis, en tant que tels, dans la campagne. La grande majorité a concentré ses efforts à mettre en pratiques les résolutions du récent Sommet ouvrier, autour de la campagne anti-LRA. Ce programme limité incluait le "stay-away" de 48 heures autour des élections, un boycott des commerces blancs d'un mois, et le refus des heures supplémentaires.

Le report, en dernière minute, de ce boycott qui aurait dû commencer le 13 septembre, a mis à jour les problèmes existants dans la mise en application de ce programme. L'envoi d'un téléx aux syndicats, deux jours avant le début programmé de l'action, a semé la confusion, dans la mesure où il était difficile, en si peu de temps, de communiquer la décision à la masse des travailleurs et aux comités locaux. Cela a conduit certaines régions à commencer le boycott et à l'appliquer par la force et a également eu comme conséquence le repli sur soi dans certaines communautés, et a créé une désillusion dans certains quartiers.

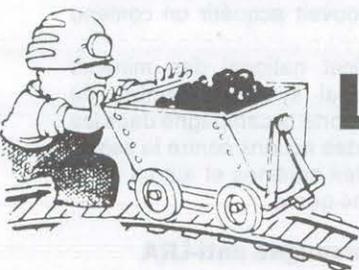
Jusqu'à aujourd'hui, les objectifs de la Campagne de défiance n'ont pas été énoncés clairement, à l'exception des déclarations de certains porte-parole du MDM qui ont soutenu qu'elle allait se poursuivre jusqu'à ce que le gouvernement accepte de négocier pour le démantèlement de l'apartheid. Cependant, si on ne veut tout simplement disperser cette impressionnante mobilisation, on doit la relier à des revendications à court terme, qui ne pourrait que renforcer l'ensemble du mouvement.

Il est clair qu'un premier objectif doit être d'imposer le retrait de la LRA. Par la suite, il doit avoir le but de reconstruire le mouvement de masse, dans le sens de la résolution du COSATU. Dans la période de répression actuelle, cela serait déjà un gain considérable.

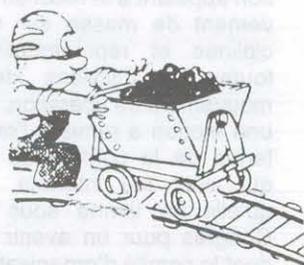
Toutefois, les semaines à venir vont nous montrer si le niveau de combativité qui a explosé dans la région du Cap occidental, va s'étendre aux autres régions du pays. A ce stade, il semble peu probable que l'on puisse s'attendre à ce que le pays soit secoué par une vague insurrectionnelle, comme après les élections de 1984. Car, pour le moment, les provinces du cap oriental, de Soweto et les autres townships du rand oriental et occidental sont relativement calmes. ■

14 septembre 1989

5) Ces deux organisations se réclament du socialisme et sont issues du courant de la Conscience noire.



# La grève des mineurs à la loupe...



**S**ELON le jugement unanime des médias et des commentateurs officiels du gouvernement soviétique, cette grève aurait été l'expression du soutien populaire à la *perestroïka*. Mais ce point de vue a été remis en cause par Gorbatchev lui-même, lors de son intervention au Soviet suprême : "Cela a été, pour nous, l'épreuve la plus difficile des quatre années de *perestroïka*. Nous avons eu Tchernobyl, ainsi que d'autres épreuves difficiles. Cependant, les événements actuels représentent, à mon avis, l'épreuve la plus grave et la plus difficile" (1).

## L'arrière-plan de la grève

"La *perestroïka* a secoué le peuple, notamment la jeunesse", a affirmé A. Evsyukov, porte-parole du comité de grève de Kemerovo, dans le Kouzbass. Il a ajouté : "Dans les dernières années, la conscience politique de la population a connu un développement très rapide" (2). Avec la *perestroïka*, deux changements importants ont marqué le rapport des ouvriers avec les bureaucraties économique et politique. D'une part, ayant testé la situation lors d'un nombre croissant de grèves locales — plusieurs desquelles étant mentionnées avec sympathie dans la presse — les ouvriers ont graduellement abandonné leur crainte de la répression. De plus, le déluge de critiques dressées par la presse et par les autorités centrales contre l'administration économique, et notamment les ministères, a eu l'effet d'encourager la protestation ouvrière.

D'autre part, la réforme des salaires et les autres changements dans les entreprises, liés à la réforme économique ont sapé le traditionnel rapport de complicité entre les ouvriers et la gestion, sans pour autant le remplacer par une autre forme de collaboration économiquement plus viable. Cette remise en cause unilatérale d'un contrat social implicite — dont l'influence a été particulièrement corruptrice sur la conscience des travailleurs — a libéré les ouvriers et les a amenés à protester contre leurs conditions de vie et de travail misérables ainsi que contre l'autoritarisme administratif, toléré jusqu'ici en échange de nombreuses "concessions" faites par l'admini-

**LA GRÈVE DES MINEURS de juillet 1989 a été la première action ouvrière indépendante et de masse, sous la *perestroïka*, et le mouvement de grève le plus imposant depuis la révolution d'octobre. A la différence des élections de ce printemps, pour le Congrès des députés du peuple, elle ne s'est pas déroulée dans un cadre préétabli par le régime. Par conséquent, ce mouvement mérite d'être soigneusement analysé en tant que révélateur de la nature et des aspirations de la classe ouvrière soviétique (notamment russe).**

David SEPO

nistration (3). Ce changement d'orientation des mineurs à l'égard de l'appareil de gestion est reflété par les mots suivants de Yuri Boldirev, mécanicien des mines et membre du comité de grève de Donetsk : "Dans l'industrie minière, les dirigeants ont manifesté une attitude de plus en plus méprisante vis-à-vis de leurs subordonnés. La grossièreté et l'abandon de toute dignité humaine sont en train de se répandre. Jusqu'à hier, les gens considéraient cela comme le style normal du business dans ce secteur. Mais aujourd'hui, avec le processus de démocratisation, cette méthode de gestion est devenue totalement inadmissible. Même les dirigeants de l'ancienne génération regardent d'un œil très critique la réforme dans ce domaine et ont exprimé maintes fois leur manque de confiance" (4).

Face à cette remise en cause des relations traditionnelles entre l'appareil de gestion et les mineurs, ces derniers ont commencé à ressentir d'une manière plus aiguë l'absence de toute organisation capable de défendre leurs intérêts. Ils perçoivent les syndicats comme les représentants de la direction, et la démocratie d'entreprise, établie formellement par la loi sur l'entreprise d'Etat, a progressé de manière très limitée.

Au fond, la grève des mineurs a été une protestation contre la mauvaise gestion bureaucratique de l'économie. Les mineurs ont protesté contre la tendance, propre au système, de traiter les ouvriers, et en général la population, non pas comme un but de la production,

mais plutôt comme un élément secondaire dont les exigences peuvent être ignorées. Cette tendance s'est manifestée de façon éhontée dans l'industrie du charbon, depuis la décision adoptée par les autorités en 1958, de modifier l'équilibre énergétique en remplaçant progressivement le charbon par le gaz et le pétrole. Cela implique une réduction de l'investissement dans l'industrie charbonnière, qui se traduit aussi dans une réduction du budget consacré aux dépenses sociales (logements, infrastructures, etc.) dans les régions minières.

En même temps les mines de charbon, ainsi que les autres industries extractives, ne sont pas en mesure d'exploiter les changements introduits par la réforme économique afin d'augmenter les revenus :

elles ne peuvent ni modifier leurs produits, ni concentrer la production sur des marchandises à prix élevé, ni échanger leurs marchandises avec des biens de consommation ou les vendre directement aux consommateurs, en dépassant le plan.

## La pollution industrielle

La pollution industrielle est extrêmement grave dans les régions minières. A Novokuznetsk et Kemerovo, l'espérance de vie est inférieure de dix ans par rapport à la moyenne nationale (5). La situation écologique est généralement désastreuse, notamment dans le Donbass, avec ses mines aux puits ouverts. "Cette violence contre notre terre et sa nature, tout à fait unique, s'est poursuivie pendant des décades", dit Evsyukov. "La région — poursuit-il — est en train d'être noyée par les déchets industriels. Ses sources d'eau et ses rares terres cultivables poussent leur dernier soupir. La taïga est anéantie par les pelles mécaniques des excavateurs, sous le talon de fer des nouveaux monstres industriels" (6).

Si les salaires et les pensions, dans les mines, de charbon sont les plus éle-

1) *Trud*, 25 juillet 1989.

2) *Sobesednik*, numéro 31, juillet 1989, p. 10.

3) Voir D. Mandel, "Revolutionary Reform in Soviet Factories: Changing Relations between Workers and Managers", *Socialist Register 1989*, London, Merlin Press, 1989.

4) *Trud*, 4 août 1989.

5) *Moskovskie novosti*, numéro 30, 1989, p. 3.

6) *Sobesednik*, numéro 31, 1989, p. 10.

vés de l'industrie soviétique, c'est à cause des conditions de travail qui sont les pires et les plus dangereuses. Malgré cela, lors du dernier plan quinquennal (1986-1990), les salaires des mineurs ont seulement augmenté de moitié par rapport au taux moyen de l'industrie dans son ensemble. Par conséquent, l'industrie a perdu 34 000 ouvriers dans les trois dernières années (7). Selon Boldyrev : "Les conditions de travail dans l'industrie minière non seulement ne s'améliorent pas, mais plutôt se détériorent. (...) Le prestige fonctionnel du mineur est tombé à zéro et la valeur de son travail s'est amoindrie. Aujourd'hui, les salaires des mineurs sont souvent inférieurs aux rémunérations de ceux qui travaillent en surface, et leur faible augmentation est immédiatement absorbée par la flambée des prix des services et des biens de consommation" (8).

### Grogne contre les conditions de travail

La loi fixe la journée de travail des mineurs à six heures, mais en réalité, elle peut atteindre ou dépasser les dix heures à cause du temps perdu pour le transport et le transfert d'un puits à l'autre. Ces heures supplémentaires ne sont pas rémunérées (9). De plus, les ouvriers ne perçoivent pas les augmentations de 40% sur le salaire de base pour le travail nocturne, et de 20% pour le travail du soir, prévues par un décret de 1987 (10). Un autre facteur particulièrement irritant, bien que commun à toute l'industrie, est le retard dans la livraison des pièces de rechange et des infrastructures (véhicules, bois de construction, etc.), ce qui provoque des longues pauses dans la production et, par conséquent, une diminution des salaires. Ce problème est ressenti de manière particulièrement aiguë depuis l'introduction du système de compte-rendu des dépenses (*cost-accounting*). Finalement, les effets des salaires élevés sont neutralisés par l'inflation et par la détérioration de la qualité des produits alimentaires et des biens de consommation du secteur d'Etat.

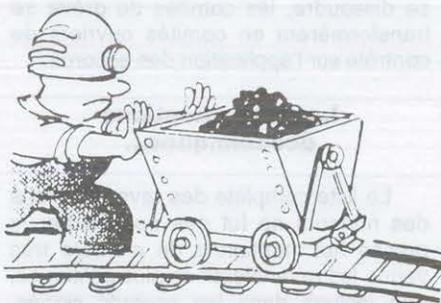
Une autre source du mécontentement des mineurs est la réduction des jours fériés, une mesure adoptée il y a dix ans par le ministère, avec l'aval des syndicats (les travailleurs n'ont pas été consultés). Cette mesure confirme une fois de plus la politique du ministère : augmenter la production avec un minimum d'investissements de capitaux et, surtout, aux frais des mineurs qui peuvent consacrer de moins en moins de temps à leurs familles.

Il faut ajouter à cela, si l'on veut comprendre l'explosion de la grève, la corruption des autorités locales et l'impuissance des ouvriers face à elles. Ce problème n'est pas nouveau, mais il est devenu intolérable sous la *perestroïka*. Plusieurs revendications ouvrières auraient pu être satisfaites par les autorités locales et, du moins en principe, par les

conseils ouvriers d'autogestion. La loi des entreprises d'Etat donne formellement aux ouvriers (à travers les conseils) le pouvoir de fixer leurs propres conditions de travail. Mais au niveau local, il n'y a pas eu de démocratisation, et les autorités continuent à ne considérer comme dignes d'attention que les désirs de leurs supérieurs dans la hiérarchie bureaucratique. D'autre part, les privilèges bureaucratiques demeurent intacts. "Les saunas et les voyages, lors des vacances d'été, ne sont réservés qu'aux dirigeants", affirme un ouvrier. Ces déclarations ont été reportées par un journaliste soviétique qui les a écoutées "à maintes reprises, lors des meetings et dans les conversations privées" (11).

En même temps, les mineurs ont vu se dessiner, au-dessus de leurs têtes, un énorme appareil bureaucratique. Ce dernier est perçu par les ouvriers comme une armée de parasites incapables de gérer efficacement l'économie et vivant à leurs dépens. Les travailleurs voient la richesse qu'ils produisent disparaître sans laisser aucune trace, totalement appropriée par cette bureaucratie. Lorsqu'on dit aux mineurs que les grèves coûtent des millions de roubles, ils indiquent avec amertume les réserves de charbon qui ne peuvent être déplacées, et risquent de prendre feu à cause du manque de camions.

### Le mouvement de grève



La profondeur de l'insatisfaction des mineurs n'était pas un secret pour les autorités. En janvier, *Trud* publiait une lettre de trois ouvriers décorés de Mezhduretschensk, qui accusaient les autorités d'"incapacité à résoudre les problèmes sociaux", d'inefficacité et d'"attitude contraire à la perestroïka". A ce genre de critiques, le ministère n'a opposé que des vagues promesses. Cette lettre n'a pas encore reçu de réponse.

La grève des mineurs s'est produite à la suite d'une vague de grèves sans précédent dans l'histoire soviétique : deux millions d'heures de travail perdues, dans la première moitié de 1989, avec une moyenne de 15 000 ouvriers en grève par jour (12). L'industrie du charbon elle-même a fait l'expérience de douze grèves, pendant la première moitié de 1989, avec les mêmes revendications que celles de juillet. Mais les mineurs n'ont obtenu que des promesses et des concessions partielles.

Finalement, les mineurs de Shevyakov, dans le Mezhduretschensk, ont imposé un tournant. Au début de juillet, ils ont présenté une liste de revendications au comité central du syndicat de l'industrie charbonnière, au comité local du parti et au directeur de l'entreprise, en proclamant la grève pour le 10 juillet si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Les négociations, entamées le 4 juillet, n'aboutirent à aucun résultat. La grève s'amorça dans la nuit du 10 au 11 juillet. A midi, quatre autres mines du département et les autres entreprises de la ville avaient adhéré à la grève. 12 000 mineurs marchèrent en tenue de travail, dans l'artère principale de la ville, et s'assirent sur l'asphalte de la place, en face du siège du parti. Ils élurent un comité de grève qui présenta une liste de 41 revendications économiques et écologiques (13).

### L'ultimatum

Ce même jour, *Trud* publia une interview du porte-parole de l'Union générale du conseil des syndicats, Shelaev, qui expliquait l'"ultimatum" du syndicat des mineurs au ministre. Les revendications principales de cet "ultimatum" étaient les suivantes : droit des mineurs à déterminer collectivement leurs conditions de travail ; journée de repos commune le dimanche ; augmentation de 40% sur le salaire de base pour le travail de nuit ; remboursement du temps perdu pour les transports ; priorité des besoins sociaux dans le cadre des investissements centraux des capitaux. Cet "ultimatum", non seulement n'incluait pas toutes les revendications des mineurs, mais il accordait aussi au ministère une année pour agir, en le menaçant, en cas de refus, d'une protestation symbolique.

Le 12 juillet, le ministre arriva de Moscou. La réunion dura toute la nuit et se poursuivit le jour suivant, tandis que dans la place centrale se déroulait un meeting auquel assistaient entre 5 000 et 20 000 ouvriers. A trois heures de l'après-midi du 13 juillet, le comité de grève annonçait que 36 des 42 revendications avaient été satisfaites et lançait un appel à la reprise du travail. Les mineurs le repoussèrent. Ce même jour, le comité de grève de la ville envoyait une lettre ouverte au gouvernement soviétique, demandant une provision supplémentaire de nourriture pour la Sibérie et l'Extrême-Orient, la fin des privilèges bureaucratiques, et l'ouverture immédiate d'un débat public sur le projet pour la nouvelle constitution qui devrait être adoptée le 7 novembre 1990. La lettre demandait aussi que les dirigeants du parti et du gouvernement viennent dans le Kouzbass, appelant à une grève géné-

7) *Ibid.*, 11 août 1989.

8) *Ibid.*, 2 août 1989.

9) *Ibid.*, 21 juillet 1989.

10) *Ibid.*, 11 juillet 1989.

11) *Argumenty i fakty*, numéro 30, 1989, p. 7.

12) *Trud*, 29 juillet 1989.

13) *Sotsialisticheskaya Industriya*, 3 août 1989, *Trud*, 12 juillet 1989.

rale dans la région pour accélérer leur arrivée. Les mines de Mezhduretsk reprirent le travail le 14 juillet (14).

Partout, le scénario était à peu près le même. Les mineurs occupaient les places centrales des villes, y tenant des meetings permanents. Les patrouilles ouvrières maintenaient l'ordre. A la demande des comités de grève, la vente d'alcool fut interdite. A quelques exceptions près, les ouvriers assuraient l'entretien des mines.

Le 15 juillet, dans le hall du Palais de la culture de Novokutznetsk débordant de mineurs, le ministre et le premier secrétaire de la région recommencèrent le même marathon des négociations de Mezhduretsk. Cette fois, cependant, ils ne devaient plus faire face à 5 mines et 12 000 ouvriers, mais à 158 mines et 177 000 ouvriers. La négociation fut beaucoup plus dure. Les mineurs exigeaient la présence de Gorbatchev et du Premier ministre Ryzhkov, comme seule garantie leur assurant de ne pas être dupés encore une fois (15).

### La reprise du travail

Ces deux dirigeants ne se déplacèrent pas, mais le 16 juillet, Gorbatchev envoya un télégramme aux mineurs pour les informer qu'une délégation de haut niveau, incluant des membres du Politburo ainsi que le secrétaire du Comité central, Slyunkov, devait bientôt arriver, ce qui, à son avis, aurait justifié une rapide reprise du travail. Mais les ouvriers voulaient voir des résultats concrets. Le 18 juillet, le comité de grève régional, remarquant que les pourparlers s'étaient bien amorcés et les principales revendications satisfaites, décidait une reprise du travail dès la nuit. Beaucoup de mineurs suivirent l'appel, mais le jour suivant, 64 015 ouvriers (91 mines) étaient encore en grève. Dans le Kouzbass la reprise du travail ne devint générale que le 21 juillet (16).

Dans le Donbass, la grève commença à Makeeva le soir du 15 juillet. Malgré les assurances du gouvernement sur la validité des accords du Kouzbass pour toute l'industrie, les mineurs insistaient pour négocier directement avec des représentants officiels du gouvernement. Le mouvement de grève dans le Donbass s'étendit depuis Makeeva, à partir du 18 juillet. C'était comme si les accords et la reprise du travail dans le Kouzbass avaient poussé les autres mines à s'engager dans l'action. Un comité de grève régional fut constitué à Donetsk. Globalement, en une journée, entrèrent en grève 110 mines avec 90 000 mineurs. A côté d'un grand nombre de revendications économiques, les mineurs du Donbass mirent également en avant des revendications politiques. Le 20 juillet, les grèves

concernaient tous les centres miniers ukrainiens.

La commission gouvernementale arriva à Donetsk le 20 juillet, et le protocole de l'accord fut signé le 22. Le jour même, Gorbatchev et Ryzhkov appelèrent les mineurs à retourner au travail. Dès le matin du 24 juillet, 73 mines de la région de Donetsk avaient repris le travail, mais 50 demeuraient en grève, en exigeant des garanties législatives. Une délégation du comité de grève de Donetsk et du Comité des députés du peuple du Donbass se rendit à Moscou et eut un entretien avec Ryzhkov, au Kremlin, le 24 juillet. On dessina un programme d'action concret pour toute l'industrie charbonnière. Ryzhkov demanda encore une fois la fin de la grève, ce qui fut décidée le jour suivant. La grève en Ukraine et dans la Russie méridionale se termina seulement le 27 juillet, lorsque les dernières mines reprirent le travail (17).

Dans le bassin de Petchora, à l'extrême nord du pays, la grève s'amorça le 19 juillet et se termina le 24, après que le député du peuple, V. Luzhnikov, eut informé le Soviet suprême des revendications des mineurs. Beaucoup de mineurs ne reprirent le travail que le jour suivant, après avoir vu les photocopies des accords signés (18). Dans le bassin de Karaganda, au Kazakhstan, le troisième complexe minier du pays, la grève commença dans la nuit du 19 au 20 juillet et se conclut les 22 et 23 juillet (19). Après la fin de la grève, au lieu de se dissoudre, les comités de grève se transformèrent en comités ouvriers de contrôle sur l'application des accords.

### Les revendications économiques...

La liste complète des revendications des mineurs ne fut pas publiée par la presse qui mentionna de manière très vague les revendications plus politiques, non incluses dans les accords signés. Dans leur ensemble, ces revendications peuvent se résumer en quatre catégories fondamentales : salaires, conditions de travail, écologie et pouvoir politique.

Dans le Donbass, selon la liste donnée aux correspondants occidentaux par la centrale ukrainienne du service d'information, les revendications relevaient des deux premières catégories : salaires supplémentaires pour le travail de nuit ; inclusion du temps de déplacement dans l'horaire de travail ; dimanche férié ; établissement d'une liste des tâches nuisibles ; retraite après 20 ans de travail dans les puits ; augmentation des pensions ; 3 années de congé-maternité avec garantie du salaire ; paiement intégral des salaires en cas de retard et de désorganisation de la gestion ; aucune diminution de salaire en cas de changement de travail ; prohibition des transferts punitifs ; allocation des profits des *subbotniki* syndicaux (travail volontaire non rétribué dans les jours fériés) décidée par les assemblées ouvrières, etc.

### ...politiques et écologiques

D'autres revendications économiques, dépassant les limites des entreprises, concernaient la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité ; l'augmentation des quotas de savon ; le droit à un appartement pour tous les mineurs, après dix ans de travail ; l'augmentation des quotas alimentaires selon les normes médicales ; etc. Ensuite, venaient les revendications économique-"politiques" : réduction du personnel administratif ; paiement du salaire lors des grèves, en puisant aux fonds syndicaux, prohibition de la création de nouvelles coopératives alimentaires et médicales, et création d'un système d'auto-financement économique régional (20). La revendication de l'autonomie des entreprises ne figure pas dans la liste présentée au ministre, le 11 juin, par le Comité central du Syndicat des mineurs. Cependant, elle a été présentée par les autorités comme s'il s'agissait de la revendication centrale des grèves.

Au delà des revendications générales de caractère écologique, toute une série de mesures spécifiques concernant l'environnement étaient sollicitées, comme par exemple, la construction d'un système de purification dans les mines de Mazhduretsk, l'abandon du projet d'édification de la centrale hydro-électrique de Krapivinski sur le fleuve Tom ; et l'arrêt des essais atomiques à Semipalatsk, au Kazakhstan (21).

Les autres revendications s'attaquaient directement au pouvoir et aux privilèges bureaucratiques. Tout comme la requête d'arrêter l'ouverture



14) *Trud*, 15 juillet 1989.

15) *Argumenty i fakty*, numéro 30, 1989.

16) *Trud*, 19 juillet 1989.

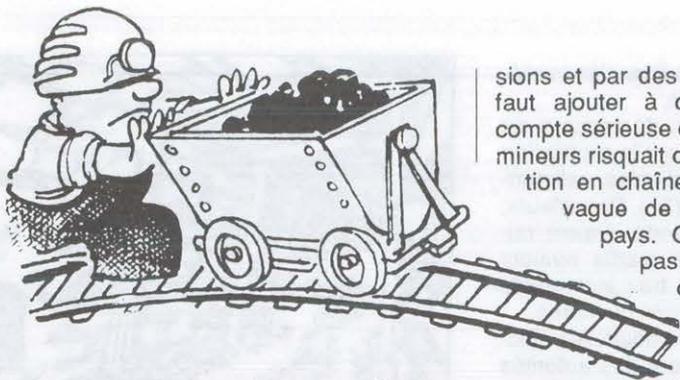
17) *Vesty iz SSSR*, numéro 13/14, 1989.

18) *Trud*, 12 juillet 1989.

19) *Ibid.*, 23 juillet 1989.

20) *Manchester Guardian Weekly*, 30 juillet 1989, p. 7.

21) *New York Times*, 14 juillet 1989 ; *Libération*, 15-16 juillet 1989 ; *Trud*, 22 juillet et 5 août 1989.



de coopératives (un des aspects les plus voyants de la réforme économique). Ces revendications ont été traitées avec beaucoup de précautions, pour ne pas dire qu'elles ont été largement cachées par la presse. L'insensibilité des bureaucrates locaux était un des thèmes majeurs des meetings, où l'arrivée des autorités officielles suscitait souvent des commentaires du genre : "Voici la mafia de la ville" (22). Le remplacement des directeurs des entreprises, des trusts, des conseils collectifs des travailleurs, ainsi que des dirigeants des soviets, du parti et des syndicats locaux, était une des revendications les plus répandues. On demandait la tenue immédiate de nouvelles élections, notamment pour les soviets (23). Les mineurs voulaient remplacer ces bureaucrates par leurs propres dirigeants des comités de grève. A Tchervonograd, en Ukraine occidentale, les ouvriers exigeaient également la destitution du premier secrétaire du Parti communiste ukrainien, Tcherbitsky, ainsi que du premier secrétaire du parti dans la ville, du chef de la police, du chef du KGB, ainsi que la création d'un syndicat indépendant nommé "Solidarité" (24).

### Remise en cause du "rôle dirigeant du Parti"

Les mineurs revendiquaient, par ailleurs, des changements fondamentaux sur le plan politique plus général. Par exemple, la suppression de l'article 6 de la Constitution, qui établit le "rôle dirigeant du Parti", et l'élection du Congrès des députés du peuple au suffrage universel, ce qui signifiait, au fond, revendiquer la fin du pouvoir bureaucratique. La demande de l'élection directe du porte-parole du Soviet suprême était une remise en question implicite de la légitimité de Gorbatchev lui-même. Les revendications anti-bureaucratiques formulées à Mezhdurechensk furent reprises par tous les autres mineurs. A Prokop'evsk, plusieurs ouvriers allèrent même inspecter les appartements des autorités locales (25).

La base sociale limitée de la *perestroïka* de Gorbatchev réduisait considérablement ses options de choix. La répression aurait discrédité complètement la réforme économique aux yeux des ouvriers et aurait été un cadeau pour tous les éléments de l'appareil opposés à la *perestroïka*. D'autre part, la profondeur des critiques ouvrières à l'égard du gouvernement excluait toute possibilité de régler la question par quelques conces-

sions et par des vagues promesses. Il faut ajouter à cela qu'une prise en compte sérieuse des revendications des mineurs risquait de provoquer une réaction en chaîne, et de soulever une vague de grèves dans tout le pays. Gorbatchev ne voulait pas de cette grève. Mais, dès qu'elle fut déclen-

chée, il décida d'en tirer des avantages autant que possible, en essayant d'élargir sa base sociale, très faible auprès de la classe ouvrière, et, en même temps, de saper les positions de ses ennemis au sein de la bureaucratie.

### La réponse du gouvernement

La formule était simple, mais astucieuse : il présenta les grèves comme un grand mouvement populaire de soutien à la réforme économique. En même temps, il essaya de diriger toute l'insatisfaction ouvrière contre les bureaucrates locaux et les ministères, accusés de retarder l'application de la réforme. Cela explique l'affirmation, répétée à plusieurs reprises, que la revendication centrale des ouvriers était l'autonomie des entreprises, même si, en réalité, elle n'avait pas ce caractère prioritaire au début des grèves.

L'emphase avec laquelle on abordait le thème de l'autonomie des entreprises permettait d'attribuer au ministère et aux autorités locales toute la responsabilité concernant la situation des mineurs. Révélateur, à ce propos, était le jugement du porte-parole du conseil syndical régional du Donetsk : "Le développement industriel du Donbass a été fait au détriment de la sphère sociale. Cela a été la conséquence du pouvoir arbitraire et dictatorial des ministères et des pouvoirs centraux, avec la complicité des autorités locales" (26).

En réalité, cette négligence de la sphère sociale était la conséquence du système bureaucratique dans son ensemble, du pouvoir arbitraire de la bureaucratie sur le peuple soviétique. Cela n'aurait jamais eut lieu sous un système authentiquement démocratique, indépendamment du niveau de planification centrale. S'il s'agissait de distribuer correctement les responsabilités, il aurait alors fallu commencer par mettre en accusation, avant tout, le Politburo et le secrétariat du Parti qui ont choisi cette structure économique et établi le cadre dans lequel opèrent les ministères.

La même tactique a permis à Gorbatchev d'exploiter la grève pour affaiblir l'opposition bureaucratique à la *perestroïka*. Face à la multiplication des mouvements de grève, il rassurait les secrétaires du Parti en soulignant que ce dernier (c'est-à-dire son appareil) demeurerait la force dominante, malgré la nécessité de changer ses méthodes de domination. En même temps, en insistant sur la nécessité de rénover les cadres du Parti, de la base au sommet, il

lançait ainsi un avertissement très clair : soit vous vous alignez sur la nouvelle ligne, soit vous serez licenciés. Il proposa aussi la tenue de meetings locaux du Parti, avec le gouvernement et les syndicats, afin de discuter des revendications ouvrières, y compris celles concernant le limogeage des dirigeants *non grata* (27). Tout cela dans une double perspective : d'une part, empêcher une vague de grèves à l'échelle nationale et, d'autre part, utiliser les ouvriers pour se débarrasser des bureaucrates locaux hostiles à la *perestroïka*.

Si l'idée de l'autonomie des entreprises fut relancée avec toute la force de l'appareil idéologique, les autres revendications issues des grévistes (comme par exemple la fermeture des coopératives), et qui remettaient en cause la réforme économique, n'étaient guère mentionnées. Gorbatchev s'y référa une seule fois, lors d'un discours, pour dire qu'il s'agissait d'une "voie facile, mais probablement pas la meilleure" (28).

La position officielle se réduisait à dire que les revendications des travailleurs étaient justifiées, mais que les grèves n'étaient pas la méthode la plus efficace pour les satisfaire et que, par conséquent, le gouvernement faisait pression sur l'opinion publique pour convaincre les mineurs de reprendre le travail. Les autorités locales adoptèrent la même position, en soutenant verbalement les revendications des mineurs tout en s'opposant aux formes de leur lutte. Cependant, dans la pratique, elles demeurèrent passives durant les grèves. Les organisations syndicales n'osaient pas s'opposer aux grèves et ne jouèrent presque jamais un rôle dirigeant.

### La "fermeté"...

Tout en adoptant une attitude tolérante vis-à-vis de la grève des mineurs, le gouvernement prit des mesures visant à arrêter le mouvement et à empêcher son extension à d'autres catégories de travailleurs. Par exemple, il amorça des pourparlers avec les cheminots qui menaçaient d'entrer en grève le 1er août. Mais, en même temps, il fit comprendre aux cheminots que, le cas échéant, ils ne seraient pas traités avec la même indulgence que les mineurs. Un ouvrier de la région de Tchernihov déclara qu'on l'avait obligé à signer un engagement de ne pas entrer en grève. Il concluait que cette attitude du gouvernement, au lieu de favoriser une compréhension réciproque, ne faisait "qu'augmenter la tension existante" (29).

Voici donc la "fermeté" qui, d'après beaucoup d'intellectuels soviétiques, serait nécessaire pour assurer le succès de la réforme. Mais cette attitude sou-

22) *Sotsialisticheskaya industriya*, 15 juillet, 1989 ; *Libération*, 22-23 juillet 1989.

23) *Globe and Mail*, 26 juillet 1989.

24) *Manchester Guardian Weekly*, 30 juillet 1989.

25) *Trud*, 17 juillet 1989.

26) *Ibid.*, 2 août 1989.

27) *Ibid.*, 21 juillet 1989.

28) *Sobesednik*, numéro 31, 1989, p. 2.

29) *Argument i fakty*, numéro 32, 1989, p. 1.

lève un dilemme : la récente expérience polonaise prouve qu'une réforme économique marchande ne peut être introduite par un "Cavaignac" (30). C'est la raison pour laquelle Jaruzelski a accepté que Mazowiecki, un intellectuel de Solidarité "ami des ouvriers", devienne Premier ministre.

### L'accord

L'entente se divisait en deux parties : l'accord économique qui fut signé, et l'accord politique, qui ne fut pas rendu public, mais qui trouva néanmoins son expression en une série de mesures adoptées par les autorités. Les protocoles économiques étaient partout similaires, mais répondaient aussi aux exigences spécifiques des différentes régions. Le protocole du Kouzbass publié par *Trud* contient 17 points, bien que Gorbatchev ait fait référence à un accord en 35 points (31).

L'article premier garantit une autonomie juridique et économique totale aux mines, en accord avec la loi sur les entreprises d'Etat. Les entreprises peuvent adopter différentes formes de propriété étatique (coopératives, leasing, etc.). L'article 2 permet aux entreprises de vendre la production excédentaire par rapport aux contrats d'Etat, à des prix fixés par la loi, dans le pays et ailleurs. Par conséquent, l'ampleur des commandes étatiques doit être révisée. L'article 3 fixe une augmentation du prix du charbon correspondant aux frais réels d'extraction et de conservation de l'équilibre écologique de l'environnement. L'article 4 permet aux entreprises de corriger les plans productifs, et de fixer, de façon autonome, le montant des salaires, ainsi que les conditions d'exploitation des mines.

Ces quatre articles représentent la réponse du gouvernement aux revendications concernant les salaires et les investissements sociaux. L'augmentation de ces derniers est donc liée, au fond, à une augmentation de la productivité et à un effort du côté des mineurs. Sous le vieux système, l'augmentation de la productivité pénalisait les entreprises les plus efficaces en faisant baisser les salaires, et en augmentant les quotas de production dans le cadre du plan. D'autres articles donnent satisfaction aux revendications ouvrières concernant les conditions de travail (travail nocturne mieux rémunéré ; transports inclus dans l'horaire de travail ; dimanche férié ; retraite ; vacances ; prévention des maladies professionnelles ; réduction du personnel administratif).

Les éléments plus politiques de l'accord n'ont pas été mentionnés par la presse centrale. Cependant, on a parfois fait référence à une amélioration des provisions alimentaires et à une augmentation du salaire supplémentaire régional des mineurs sibériens. On a parlé aussi de nouvelles élections pour les comités syndicaux et les conseils collectifs de travail. Dans plusieurs cas, les direc-

teurs des mines ont été licenciés immédiatement après la grève.

Parmi les 48 points de l'accord du Donbass figure également la prohibition des coopératives médicales, alimentaires et commerciales (32). Par ailleurs, les mineurs de Karaganda avaient raison d'affirmer que les media avaient donné une information très incomplète au sujet des revendications ouvrières.

A la revendication de nouvelles élections et de remplacement des autorités locales, Gorbatchev a répondu en revenant sur sa décision de renvoyer les élections pour les soviets locaux, de l'hiver 1989 au printemps 1990. Il s'agissait d'une concession aux bureaucrates locaux, qui craignaient un échec, et avaient demandé un peu plus de temps pour préparer l'échéance électorale. Apparemment, aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la démocratisation du Congrès des députés du peuple et du Soviet suprême, ainsi que la discussion sur un nouveau projet de constitution (33).

### Une masse d'abrutis ?

La grève des mineurs a démenti la vision, répandue au sein de l'intelligentsia soviétique, représentant les ouvriers comme une masse d'alcooliques, d'abrutis et de déclassés, et comme une base sociale potentielle pour une réaction bureaucratique de type fasciste. Selon cette vision, les ouvriers ne seraient pas capables de gouverner et il faudrait conférer le pouvoir à des gens "compétents", issus des "classes élevées" (34).

En dépit du caractère spontané du mouvement — les comités de grève furent constitués seulement après le début de la lutte — les mineurs ont déployé une discipline et une organisation remarquables. Il n'y eut pas de violences. Les grévistes formèrent leurs propres milices. La police a relevé une baisse significative des crimes. Partout, on prohiba la vente de boissons alcooliques. A Donetsk, deux mineurs ont été démis de leurs mandats pour être apparus ivres sur la place principale. Les comités de grève demandèrent aux entreprises fournissant des services primaires pour la population, de ne pas entrer en grève. Les ouvriers eurent le souci de l'entretien des mines. Dans le puits ouvert de la mine de Sibiringskii, les ouvriers continuèrent à extraire le charbon nécessaire pour empêcher l'extinction des fours du Complexe métallurgique de Sibérie occidentale (35).

La grève révéla aussi un haut niveau de conscience politique parmi les ouvriers. Il est clair qu'ils n'étaient séduits ni par les idéologies nationalistes, ni par les programmes bureaucratiques sur "la loi et l'ordre". La grève démarra comme un mouvement pour des revendications économiques, mais bientôt, les mineurs comprirent que la question de fond était celle des garanties, et que la seule véritable garantie était le pouvoir, c'est-à-



dire la démocratie. Les ouvriers manifestèrent une grande méfiance vis-à-vis des autorités bureaucratiques, y compris les plus élevées. Ils mirent de côté les autorités locales et ne se contentèrent même pas de négocier directement avec le ministre. Ils ignorèrent les appels de Gorbatchev et Ryzhkov à une reprise du travail avant la conclusion des négociations.

Après la signature de l'accord, beaucoup de mineurs insistèrent encore pour obtenir des garanties législatives auprès du Soviet suprême (considéré comme l'institution la plus démocratique). Gorbatchev fut obligé de faire une déclaration assez embarrassante lors d'une séance de cet organisme : "A Donetsk, les mineurs veulent mettre formellement au courant le Soviet suprême des documents élaborés par la commission conjointe. Parmi les gens a surgi, pour ainsi dire, un manque de confiance. (...) La même chose s'est passée dans les autres régions minières" (36).

Le fait que Gorbatchev ait demandé à Eltsine d'appeler à la fin des grèves, non pas au nom du Soviet suprême, mais au nom du courant "radical" du Parlement, montre la gravité extrême de ce manque de confiance. Si les mineurs des autres régions croyaient, comme l'affirmaient les autorités, que les accords du Kouzbass étaient valables pour toute l'industrie, ils n'auraient pas poursuivi la grève (37).

Même après la reprise du travail, beaucoup de mineurs demeuraient très sceptiques. C'est la raison qui explique leur choix de maintenir les comités de grève en tant qu'organes de vérification de l'application des accords, ainsi que les déclarations selon lesquelles les grèves n'étaient pas terminées, mais

30) Louis Cavaignac, général français qui massacra les ouvriers lors de l'insurrection de 1848.

31) *Trud*, 23 et 25 juillet 1989.

32) *Argumenty i fakty*, numéro 30, 1989, p. 4.

33) *Le Monde*, 26 juillet 1989.

34) Voir "Rabochie vne politiki ?" (Les ouvriers hors de la politique ?), *Agitator*, numéro 16, 1989, pp. 4-5.

35) *Trud*, 4 juillet 1989.

36) *Trud*, 25 juillet 1989.

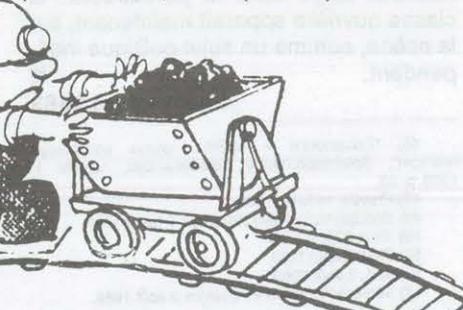
37) *Ibid.*, 8 août 1989.



grèves n'étaient pas terminées, mais seulement suspendues. "Nous reprenons le travail — déclarait le porte-parole du comité de grève de Pavlograd — mais nous attendrons un mois. Si les choses ne changent pas, nous reprendrons la lutte jusqu'à sa conclusion victorieuse" (38).

Les journalistes soviétiques ont remarqué que les comités du Parti, la véritable autorité dans les villes en temps normal, avaient soudainement disparus durant la grève, et étaient devenus l'objet des sarcasmes des ouvriers. Même la *Pravda* critiqua les autorités locales, en les accusant de ne pas avoir accompli leur rôle (39). Ce vide fut rempli par les comités de grève. Voici le commentaire de *Trud* : "Il se créa soudainement une situation particulière. Les comités de grève se transformèrent, au fond, en véritables autorités dans les villes. Ils s'occupaient des services, des transports et du maintien de l'ordre. Du matin au soir, des gens qui ne s'étaient jamais engagés dans aucune organisation se mirent au service des comités. Ils se souciaient de résoudre tous les problèmes, parfois en demandant l'aide de spécialistes (réparations, interventions médicales, déplacements, etc.). (...) Nous avons vu jusqu'à quel point la classe ouvrière est capable de mener une action indépendante et organisée au service de la cause commune" (40).

Le rôle de premier plan joué partout par les dirigeants ouvriers, lors de la grève, a souligné encore plus le silence et l'absence des intellectuels qui furent clairement pris au dépourvu. Ce qui n'est pas étonnant, si l'on pense que la vision



de la classe ouvrière comme une masse d'éléments déclassés est également répandue auprès de certains secteurs de gauche du mouvement "informel" d'opposition. Le correspondant à Moscou du *Monde* écrivait, le 19 juillet, après huit jours de grèves : "Les intellectuels de Moscou ont amorcé une discussion passionnée : devrions-nous y aller ? devrions-nous proposer une médiation ? devrions-nous soutenir la grève ? et sous quelle forme ?" (41).

### Un mouvement de soutien à la perestroïka ?

Ce schisme entre les ouvriers et l'intelligentsia a une base réelle : l'intelligentsia soutient, dans sa grande majorité, le projet de réforme du gouvernement et pense que la masse des ouvriers s'y oppose. De là, l'insistance de la presse soviétique sur la revendication de l'autonomie des entreprises, présentée comme preuve du soutien des grévistes à la *perestroïka*. Puisqu'il ne s'agissait pas, en réalité, d'une revendication centrale des mineurs, le gouvernement a proposé cette mesure comme solution au problème du financement de leurs exigences sociales et économiques. Il s'est adressé aux mineurs en ces termes : si vous travaillez de manière plus efficace, nous vous donnerons le surplus de votre travail afin de satisfaire vos besoins. Les travailleurs ont accepté cette proposition. Mais maintenant se pose la question : la classe ouvrière a-t-elle adhéré à la réforme marchande de Gorbatchev ? Seul l'avenir pourra y répondre définitivement. Cependant, il y a déjà des éléments qui nous poussent au scepticisme.

Au fond, la grève a posé le problème du pouvoir. Les ouvriers revendiquaient essentiellement le contrôle sur la production et sur les surplus économiques. En cohérence avec la logique de la réforme marchande, et dans le but de la faire avancer, le gouvernement a essayé de canaliser ces aspirations dans une optique d'opposition à la planification centralisée, et de création de groupes de contrôle décentralisés au niveau des entreprises. De cette façon, le gouvernement voulait détourner les ouvriers de la lutte pour un contrôle collectif sur le cadre général dans lequel agissent les entreprises autonomes.

Un leader des grévistes intervint à la télévision soviétique pour proposer la tenue d'un congrès national des mineurs du charbon, sans les représentants de l'industrie, mais sa proposition ne fut pas reprise (42). L'autonomie des entreprises n'a pas beaucoup de sens dans le cas de l'industrie extractive, où les profits dépendent, en dernière analyse, des conditions naturelles. Les mines de charbon du Donbass sont très profondes et ont été déjà largement exploitées, ce qui implique des frais de production beaucoup plus élevés que dans le Kouzbass, où le charbon se trouve presque à la surface. C'est le sens de

justice des ouvriers qui les pousse à s'opposer à une logique absurde de compétition entre mines autonomes, dans un système où les prix sont fixés par le marché. Même en Pologne, où les dirigeants de Solidarité sont décidément favorables au marché, il n'y a que 4% des travailleurs (d'après un sondage récent) qui sont disposés à subordonner leurs salaires aux lois du marché (43).

Les accords ne sont pas clairs sur ce point, puisqu'ils prévoient une augmentation du prix du charbon correspondant aux frais réels d'extraction. Cela veut dire que les prix du charbon se baseront sur les frais locaux, et non pas sur les conditions du marché (avec plusieurs produits en compétition) ? Dans ce cas, on irait bien au-delà du "nivellement" si vigoureusement contesté.

### "Moscou nous exploite !"

Une autre tentative est celle de canaliser le sentiment d'exploitation répandu au sein de la classe ouvrière — qui travaille sans voir aucune amélioration de ses propres conditions de vie — vers une dérive centrifuge et corporative. Le porte-parole du comité de grève de Kemerovo a affirmé : "Les citoyens du Kouzbass ont compris que, jusqu'à maintenant, on a appliqué une politique coloniale dans le bassin : prendre tout ce qu'on peut, investir le moins possible" (44). Il s'agit exactement du même argument prôné par les séparatistes dans les républiques nationales : Moscou nous exploite ! Il n'y a probablement aucune région en Union soviétique où ce sentiment ne soit pas répandu. Encore récemment, un économiste écrivait que "les citoyens de Moscou, non seulement ne vivent pas mieux, mais probablement pire que ceux des autres villes" (45).

Evidemment, le problème n'est pas celui d'une injuste redistribution des revenus et de la richesse entre les différentes régions, mais celui de la nature anti-populaire et gaspilleuse de la gestion bureaucratique. Mais cela ne signifie pas que l'autonomie des régions et des entreprises soit la solution adéquate. L'application des critères de rentabilité de marché aux bassins du Donbass signifierait la fermeture d'un grand nombre de mines, le déplacement de dizaines de milliers de familles de mineurs, et la mort de plusieurs communautés. Il y a quelques années, les mineurs britanniques luttèrent durement contre l'application de ces mêmes critères dans leurs mines.

Lors d'une table ronde qui eut lieu quelques mois avant le début des grèves, un chercheur de l'Institut de l'économie nationale du Conseil des ministres expliquait la vague montante des

38) *Ibid.* 21 juillet 1989.

39) *Argumenty i fakty*, numéro 30, 1989 ; *Pravda*, 25 juillet 1989.

40) *Trud*, 3 août 1989.

41) *Le Monde*, 19 juillet 1989.

42) *Gazette* (Montréal), 21 juillet 1989.

43) *Zycie gospodarcze*, août 1989.

44) *Sobesednik*, numéro 31, p. 10.

45) V. Kuvarin, "Dorogaya moyá stolitsa...", *Nedelya*, numéro 34, 1989, p. 12.

grèves en ces termes : "Les ouvriers s'aperçoivent que leurs conditions de vie ne s'améliorent pas parallèlement aux progrès des entreprises où ils travaillent. Nous pouvons observer ce processus dans les mines et dans l'industrie métallurgique. Dans plusieurs mines, les ouvriers arrêtent de travailler (...) jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. C'est la manière de résoudre le problème des provisions alimentaires et des conditions de vie" (46).

Cette analyse ne fut pas contestée par les autres participants au débat. Ils se bornèrent à affirmer que l'ancien système d'organisation de la production était tout autant injuste. Ce jugement a d'ailleurs été confirmé par un groupe de sociologues (sans doutes favorables aux réformes marchandes), dans une étude publiée par la Pravda : "La menace d'une protection sociale insuffisante a fait son apparition sous les nouvelles conditions de gestion économique, dans les cas de réduction massive de personnel et de restructurations radicales, comme par exemple la liquidation de certaines entreprises. Cela a été à l'origine d'une montée du malaise social, mais aussi de la radicalisation des travailleurs" (47).

### Le sentiment égalitaire

De plus, l'interprétation des grèves comme un mouvement favorable à la *perestroïka* est démentie par le sentiment fortement égalitaire dominant au sein de la classe ouvrière. La lettre suivante exprime un jugement populaire assez courant au sujet de la conception qui présente le marché comme une base pour la justice sociale : "On nous a appris la formule : 'de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail' (qui devrait être le principe de base de la réforme). Est-ce que cela signifie qu'un jeune dirigeant de coopérative, un joueur de football ou un musicien rock devraient percevoir des chiffres fantastiques, tandis que quelqu'un comme moi, qui a connu la guerre, le froid et la faim, et a travaillé 44 ans, devrait recevoir des miettes ? (...) Une usine grandit et s'enrichit sous le nouveau système économique faisant grimper les prix. Dans cette usine, un mécanicien gagne bien, même très bien, puisque son salaire dépend des profits. (...) Mais il y a aussi des usines plus pauvres, qui produisent des biens essentiels pour la société, mais dont les prix ne peuvent pas être élevés sur le marché. L'usine est pauvre, et le mécanicien qui exécute les mêmes opérations que son collègue de l'autre usine est pauvre, lui aussi. Travail égal, vies différentes. J'ai écouté à la radio que nous avions 40 millions de pauvres. Que se passera-t-il dans l'avenir ? Notre pays sera-t-il divisé entre une classe de riches et une classe de pauvres ?" (48).

La question de fond sous-jacente aux grèves — le pouvoir — n'a pas été résolue. Tôt ou tard, la même dynamique qui a engendré cette grève amènera

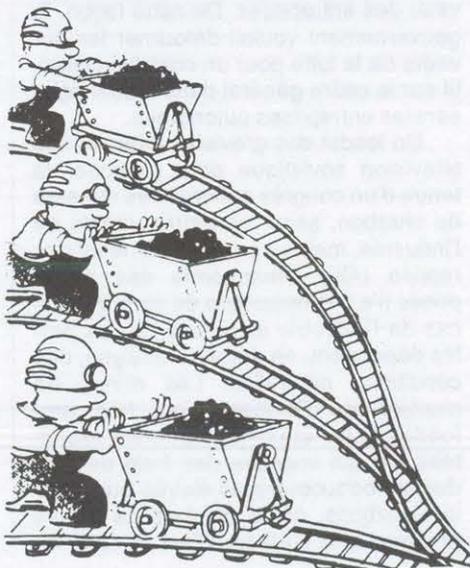
les ouvriers à se rassembler et à s'organiser dans l'ensemble de l'industrie pour faire face à leurs problèmes communs qui ne peuvent être résolus, ni par le ministère, ni par les forces du marché.

### La perspective

Ce rassemblement devra poser deux questions : quelles sont les fonctions centrales qui relèvent de la compétence du ministère, et comment démocratiser le ministère qui dirige les industries où travaillent les ouvriers ? C'est peut-être l'orientation prise par les travailleurs industriels de la pêche d'Extrême Orient (dont la situation est assez similaire de celle des mineurs) : de centaines de collectifs ont demandé un congrès spécial de leurs syndicats pour discuter la même question qui était à l'origine des grèves des mineurs : "Où vont les millions tirés de notre dur travail de 12 heures par jour en mer ? Le comité central du syndicat est-il d'accord avec cette attitude de 'saccage' du pouvoir central ? (...) La richesse produite par les pêcheurs va n'importe où, mais elle ne sert certainement pas à satisfaire leurs besoins" (49).

Ce rassemblement devrait aussi affirmer, avec force, la nécessité d'une coordination avec les travailleurs des autres secteurs. La logique inhérente au mouvement pousse vers la revendication d'une planification démocratique à l'échelle nationale, sans éliminer le plan ni le laisser aux mains des bureaucraties. Depuis que la production marchande a imposé son hégémonie en Europe, les classes populaires ont toujours lutté contre le marché "libre" et pour une régulation économique publique, capable d'assurer la sécurité et la justice sociales. Il n'y a aucune raison de penser que le mouvement indépendant de la classe ouvrière en Union soviétique agirait différemment.

Le mot clé est sans doute "indépendant". Les comités ouvriers sont porteurs des germes d'une organisation indépendante des ouvriers, une organisation qui existe déjà au niveau urbain et régional dans les aires minières. Les ou-



PLANTU

vriers attribuent à ces comités des fonctions beaucoup plus larges et importantes que celles d'une simple vérification des accords. Selon le dirigeant du comité de grève de Kemerovo : "Nous avons décidé de tenir des meetings dans les mines, afin de réfléchir sur le rôle joué par les organisations publiques, lors de la grève, et pour étudier le fonctionnement des conseils collectifs de travail et des comités syndicaux. Autrement dit, pour vérifier les responsabilités de chacun et peut-être aussi, pour proposer de nouvelles élections. Mais les comités de grève de la ville ne sont pas disposés à céder leur pouvoir. Depuis le 1er août, ils fonctionnent comme des organisations publiques : ils contrôlent l'application des accords et défendent les droits sociaux et économiques des ouvriers..." (50).

### Une nouvelle page dans la *perestroïka*

Il reste à voir si l'intelligentsia établira des contacts (et sous quelle forme) avec les comités ouvriers. Le problème se pose tout d'abord pour l'aile gauche des "informels", et pour l'intelligentsia intégrée dans les institutions.

Enfin, il y aura le test des élections pour les soviets locaux. Après l'expérience de cette grève, et en présence des comités ouvriers, il sera beaucoup plus difficile — dans les villes minières et dans les autres centres industriels — de tenir des élections selon le système anti-démocratique utilisé pour élire le Congrès des députés du peuple et le Soviet suprême. La menace du rétablissement d'un pouvoir soviétique authentique au niveau local (c'est-à-dire totalement indépendant de la bureaucratie du Parti) est ici très concrète. On ne peut pas savoir quelle serait l'attitude des bureaucrates régionaux du Parti face à de tels soviets.

Dans la ville de Berezovskø, au Kouzbass, les comités ouvriers ont déjà manifesté leur méfiance vis-à-vis des soviets locaux, et notamment à l'égard du président du Comité exécutif. Le comité de Mezhdurechensk a appelé la population à demander la destitution des députés du peuple, et le retour de ceux qui ont été refusés par les autorités. Les députés du peuple du Kouzbass se sont réunis récemment à Prokopevsk, et ont décidé, sous la pression des comités ouvriers, de proposer le déroulement des élections pour les soviets locaux en octobre (52).

La grève des mineurs a ouvert une nouvelle page dans la *perestroïka* : la classe ouvrière apparaît maintenant, sur la scène, comme un sujet politique indépendant.

4 septembre 1989

46) "Zabastovski v SSSR : novaya sotsial'naya real'nost". *Sotsiologicheskie issledovaniya*, numéro 1, 1989, p. 32.

47) Pravda, 16 juillet 1989.

48) *Sotsialisticheskaya Industriya*, 2 juillet 1989.

49) *Trud*, 27 juin 1989.

50) *Trud*, 3 août 1989.

51) *Ibid.*, 2 août 1989.

52) *Sotsialisticheskaya Industriya*, 3 août 1989.

# "Narcoguerre" et "narcodollars"

**C'EST L'ASSASSINAT** du sénateur libéral Luis Carlos Galan, le 18 août dernier, qui déclancha la "guerre totale" que le président colombien, Virgilio Barco Vargas, lança contre les trafiquants de stupéfiants, les *narcos*. Cela se traduit par une mobilisation militaire et policière impressionnante, l'arrestation de près de 11 000 personnes, la saisie de nombreux biens immobiliers du fameux Cartel de Medellín (voir encadré page 12), dans diverses régions du pays. On y trouva des lots entiers d'armes, de munitions, plusieurs tonnes de drogue, ainsi que des automobiles, des avions et des hélicoptères. On chiffre la valeur de ce butin à 200 millions de dollars.

Mais toute cette opération n'a pas eu, au moins jusqu'à présent, le succès escompté. La série d'attentats à la bombe, à Bogota et à Medellín, contre les institutions bancaires, les journaux, et les sièges politiques, démontre que les cartels conservent une grande capacité de manœuvre. L'explication de cette impuissance du gouvernement doit être recherchée dans l'imprégnation de la mafia dans le tissu social colombien et son infiltration dans l'appareil d'Etat... sans oublier le rôle des Etats-Unis qui sont aussi impliqués dans le *narcotráfico*, malgré les allures de blanche colombe et les déclarations vertueuses de leur président Bush.

## Rodrigo O'FARRELL



EN 1974, FUT créée la "ventanilla siniestra" (le guichet sinistre), de la banque de la République. Sans aucun contrôle, on pouvait y déposer les dollars d'origine douteuse, et recevoir son équivalent en pesos, parfaitement propres. Cette année, les rentrées furent de l'ordre de 500 millions de dollars. En 1987, le flux de "narcodollars" par ce "guichet" atteignit les 1 200 millions de dollars, ce qui équivalait à 4% du Produit intérieur brut (PIB) du pays. En 1988, les profits globaux du Cartel de Medellín pourraient osciller entre 5 et 10 milliards de dollars, dont près de 2 milliards ont été ré-injectés dans l'économie colombienne, le reste demeurant dans des banques étrangères et des dépôts clandestins de dollars en brut.

Les amnisties tributaires sont un autre mécanisme pour blanchir les dollars du trafic de stupéfiant (le "*narcotráfico*"). Chaque nouveau président, au

début son gouvernement, décrète une telle amnistie. Ainsi l'ont fait Lopez Michelsen, Julio C. Turbay, Belisario Betancur et Virgilio Barco. Les grands capitaux *mafiosi* ont ainsi été assainis fiscalement. L'achat de "bons de dette publique extérieure", d'origine officielle et autorisés par le Congrès, au moment où la Banque internationale lui refusait de nouveaux crédits, fut un nouveau moyen de canaliser de telles ressources.

### L'ascension du *narcotráfico*

Ainsi donc, la classe dirigeante colombienne a toujours inventé des moyens pour bénéficier du capital *narco*. Elle a tenté d'administrer elle-même cet argent, de peur que la nouvelle classe émergente ne puisse arriver, en peu de temps, à contrôler l'économie du pays. Cependant, plus les incursions économiques des *mafiosi* prenaient de l'ampleur, plus leur action politique devenait autonome et violente.

En 1985, la mafia a éliminé un ministre de la Justice, Rodrigo Lara Bonilla, qui s'opposait à ses desseins. L'année suivante, c'est Guillermo Ca-

no, directeur de l'un des quotidiens les plus importants du pays, *El Espectador*, qui est tué, et quelques mois plus tard, Jaime Padro Leal, ex-candidat à la présidence pour l'Union patriotique. La série de meurtres de personnalités politiques et de magistrats ou de policiers incorruptibles se poursuivit sans cesse durant ces dernières années. Les autorités répondirent toujours par des opérations spectaculaires. Elles militarisèrent les villes, restreignirent les libertés, capturèrent quelques vendeurs de drogue, confisquèrent des armes et détruisirent quelques laboratoires. Cependant, jamais l'épine dorsale du trafic de stupéfiants ne fut touchée.

Les 16 et 17 août dernier, furent également assassinés un magistrat de la Cour suprême de justice, le commandant de la police d'Antioquia, et trois militants de gauche. Mais c'est l'assassinat, le lendemain, du sénateur libéral Luis Carlos Galan qui força le gouvernement à réagir plus énergiquement.

### L'assassinat du sénateur Galan

Agé de 46 ans, le sénateur libéral était, d'après toutes les enquêtes d'opinion, le candidat le plus sérieux à la présidence de la République. Cette fois-ci, les *sicarios* (les tueurs de la mafia) étaient allés trop loin. Galan était un libéral du centre modéré. Il commença sa carrière politique à 25 ans, comme ministre de l'Éducation. Responsable d'une scission qui amena le Parti libéral à perdre les élections présidentielles de 1981, Galan avait réintégré, les rangs des libéraux depuis quelques mois, après avoir gagné l'appui des grands caciques qu'il critiquait auparavant.

Son intransigeance face au *narcotráfico*, réalité qu'il combattit depuis le début des années 80, et ses positions en faveur d'un assainissement du système politique, lui donnèrent une immense popularité dans les grands centres urbains. Cela lui permit d'apparaître comme le leader charismatique de l'unique courant à l'intérieur des libéraux qui était capable de négocier la paix avec la guérilla et d'offrir une ouverture démocratique. Son assassinat provoqua une violente réaction de protestation au sein de la population qui exigeait, de longue date, le dé-

mantèlement des groupes paramilitaires. Virgilio Barco céda à cette pression, en déclenchant sa "guerre totale" contre le *narcotráfico*.

Mais les résultats sont loin d'être à la hauteur de la campagne gouvernementale : sur les 10 797 arrestations effectuées à partir du 19 août, 7 297 correspondent à des individus soupçonnés d'être liés, d'une façon ou d'une autre, au trafic de drogue. Mais, au début du mois de septembre, à peine 3 500 d'entre eux sont encore détenus, le reste ayant été relâché par "manque de preuve". De plus, les arrestations n'ont touché que des personnes de second rang des deux Cartels. Si on excepte Eduardo Martínez Romero, le trésorier supposé du Cartel de Medellín, et Fredy, le fils de Gonzalo Rodríguez Gacha, le troisième chef de cette organisation criminelle, aucun des "gros poissons" ne tomba aux mains des autorités. Par ailleurs, aucun des puissants bunkers du Magdalena Medio, véritables centres nerveux depuis lesquels Pablo Escobar et Jorge Luis Ochoa, chefs du Cartel de Medellín, dirigent leurs gigantesques réseaux (lorsque les choses se compliquent en ville), ne furent attaqués.

L'explication de cet échec n'est pas un secret en Colombie. La corruption, ainsi que les menaces et assassinats de fonctionnaires ont réussi à "ramollir" quelques hauts dirigeants de l'Etat. Deux ministres de la Justice de Virgilio Barco, Edmundo Lopez Gomez et José Manuel Arias Carrizosa, passèrent à la postérité comme de tristes sectateurs de la mafia. Le premier refusa l'extradition de deux chefs du Cartel de Cali, et le second révoqua cinq autres extraditions, décidées par le gouvernement de Belisario Betancur (1).

### Corruption et infiltration

Les riches Cartels de Medellín et de Cali ont également réussi à corrompre des secteurs entiers des Forces armées, de la police et du pouvoir judiciaire. Les chefs des cartels sont systématiquement informés par des hauts responsables de la police, avant chaque raid contre leurs propriétés. Le paiement de tels services est substantiel. Il n'est pas rare que de hautes personnalités soient arrêtées pour relation avec la mafia ou possession de stupéfiants : en septembre 1986, un chef de l'armée fut capturé avec 80 kg de cocaïne ; en mai dernier, c'était au tour d'un colonel de la police d'être interpellé en possession de 400 kg de cocaïne ; plus récemment, un ex-capitaine de l'armée, qui appartenait à un réseau de renseignement de Pablo Escobar, fut capturé en possession d'importants documents secrets du gouvernement et des Forces armées, qu'il allait livrer aux *mafiosi*. Jusqu'à aujourd'hui, plus de 1 700 militaires ont été expulsés des Forces armées pour des raisons semblables.

Il y a quelques semaines, Miguel Maza Marquez, directeur du DAS (les

## Le Cartel de Medellín



SELON le quotidien *Miami Herald*, 80% de la cocaïne qui est consommée aux Etats-Unis provient du Cartel de Medellín.

Selon certaines estimations, près de 300 000 personnes, sur une population active de 15 millions, seraient directement ou indirectement employées dans le "secteur" de la drogue, et près de 1,2 million de personnes en vivraient.

### La "narcoprosperité"

A Medellín, capitale du prospère département d'Antioquia, le Cartel contrôle une bonne partie des immeubles de la ville, ainsi que d'innombrables affaires et commerces. Medellín, une ville touchée par le chômage, en raison de la crise du textile, au milieu des années 70, s'est convertie en une ville ultramoderne où l'argent circule avec facilité. Les entreprises de construction immobilière, les institutions de crédits et d'épargne, ainsi que les intermédiaires financiers, ont connu un développement spectaculaire ces dernières années, grâce à l'argent du *narcotráfico*. La mafia investit également dans beaucoup d'autres secteurs : l'industrie agro-alimentaire, les transports, l'élevage et le tourisme, et possède des banques, des hôtels, des laboratoires chimiques, des chaînes de pharmacie, des équipes de football, etc.

Les têtes visibles du Cartel de Medellín, sont originaires de la région d'Antioquia et figurent parmi les hommes les plus riches de la planète : Pablo Escobar Gaviria, dit *el padrino* (le parrain), Gonzalo Rodríguez Gacha, dit *el mexicano* (le mexicain), et Jorge Luis Ochoa. Depuis une simple officine située à Bogota, Rodríguez Gacha contrôle, à lui tout seul, 34 entreprises différentes dans tout le pays, et touche un revenu mensuel de 80 millions de pesos.

services de sécurité de l'Etat), échappa miraculeusement à un attentat, à Bogota. Par la suite, il fit d'importantes révélations sur l'infiltration du *narcotráfico* dans l'armée, ce qui lui attira les foudres de Jaime Guerrero Paz, ministre de la Défense. Celui-ci exigea la destitution de l'incorruptible directeur du DAS, qui avait également dénoncé le rôle des militaires dans les nombreux massacres de paysans, en 1988, perpétrés par des groupes d'extrême droite. Le président Barco, obligé de faire cesser ce conflit entre les militaires, préféra rester avec Maza, et demanda la démission de Guerrero.

L'alliance entre les trafiquants de drogue et les militaires n'est pas seulement le fait de la corruption d'une poignée d'officiers, mais de la nette convergence d'intérêts entre ces deux groupes

Ces hommes sont, en même temps, les délinquants les plus recherchés de la planète. Un quatrième homme du Cartel, Carlos Ledher, a été capturé en Colombie, en février 1987, et extradé immédiatement vers les Etats-Unis où il purge actuellement une peine de prison à perpétuité.

Les propriétés et les investissements du Cartel de Medellín sont répandues sur tout le territoire colombien. Leurs principaux laboratoires de traitement de la cocaïne se trouvent dans les plaines orientales, dans les forêts du Guaviare et dans la région fertile de Magdalena Medio, où les grands chefs possèdent d'immenses élevages de bétail, gardés par de véritables armées privées. C'est là-bas, notamment, que des mercenaires israéliens, britanniques et sud-africains, cette année, entraînent aux pratiques terroristes un groupe de commando d'élite du Cartel. Là furent également édifiés plusieurs cimetières clandestins où finirent une partie des victimes de cette organisation.

La contrepartie de la "prospérité" économique due aux "narcodollars" est l'insécurité et la drogue. La Colombie est l'un des pays au monde qui connaît le plus grand nombre de morts violentes. Dans les dix dernières années, le nombre d'assassinats a triplé, pour atteindre le chiffre de 15 450, pour la seule année 1987, et 21 129, pour 1988 (dont "seulement" 1 637 seraient des assassinats politiques).

A Medellín, de larges secteurs de la jeunesse, spécialement dans les quartiers pauvres, ont été touchés par les ravages de la drogue, en particulier par le fameux "crack". C'est aussi de là-bas que sortent les contingents des "assassins à moto", qui tuent de sang froid n'importe quelle personne, contre une modique somme d'argent. ■

sociaux. Dans sa lutte "contre le communisme", jamais, jusqu'à lors, l'armée n'avait trouvé d'alliée aussi décidée que la mafia. Pour étendre leur pouvoir à de grandes zones agraires, où ils avaient acheté des dizaines de milliers d'hectares pour blanchir leur argent, les trafiquants de stupéfiants entrèrent en conflit avec les organisations de guérilla. Au début, la mafia payait "l'impôt révolutionnaire" récolté par la guérilla (c'est à cette époque que l'ambassadeur nord-américain, Lewis Tambos, employa le terme de "narcoguérilla"). Mais après s'être renfor-

1) C'est en 1988 que, pour la première fois, une loi fut édictée par le Président Rafael Núñez, réglementant l'extradition d'inculpés. En 1980, la Colombie passait un accord avec les Etats-Unis sur l'extradition des trafiquants. En 1984, une vingtaine de trafiquants furent ainsi extradés. La Cour suprême de Colombie annula cet accord en 1987. Mais suite à une vague d'assassinats de magistrats et juges, Virgilio Barco menaça de remettre le traité en vigueur, ce qu'il fit, en utilisant les pouvoirs de la Loi martiale.

cée sur le terrain, elle cessa de le faire et préféra s'allier avec des propriétaires fonciers, des éleveurs et des militaires. Elle engagea des groupes "d'autodéfense" (bandes civiles autorisées par la loi et soutenues par l'armée dans la "lutte contre la subversion") et se lança, ainsi, dans une croisade pour exterminer la guérilla, les syndicats agricoles et toute résistance populaire.

L'armée toléra l'activité des groupes d'autodéfense, ou dans certains cas, la renforça. Plus de 1 200 militants des organisations de gauche, l'Union patriotique, le Front populaire et A Luchar (2), sans compter des dizaines de professeurs, de prêtres, de journalistes et de juges, furent donc assassinés par les paramilitaires, entre 1987 et 1988. Dans les régions où la guérilla disposait d'un soutien populaire, la mafia fut également à l'origine de massacres de paysans.

### La CIA s'en mêle...

Il est fort possible que les services secrets américains, la CIA elle-même, aient joué un rôle dans la stabilisation des cartels de la mafia en Colombie. En juillet 1988, le *Washington Post* révéla qu'à la fin de 1986, les maîtres du Cartel de Medellín avaient tenté d'entrer en contact avec l'administration nord-américaine. En échange d'une amnistie tacite, ils auraient proposé, par l'intermédiaire d'un avocat de Miami, des informations sur la guérilla colombienne, les activités de conseillers cubains, la livraison d'armes par Kadhafi et la présence dans les rangs de la guérilla, de combattants palestiniens, angolais, argentins, ou équatoriens. Toujours selon le *Washington Post*, l'administration nord-américaine n'aurait pas pris l'offre au sérieux. Il est difficile de savoir de façon exacte ce que décida réellement Washington. Mais ce qui est sûr, c'est que la date d'une telle proposition coïncide justement avec l'apparition du plan de liquidation de la gauche colombienne, dans lequel l'alliance entre l'armée et le *narcotráfico* a été un facteur important !

De plus, il existe une vieille relation entre le *narcotráfico* colombien et la CIA. Lorsque le scandale de l'*Irangate* était à son apogée, une émission de la chaîne de télévision CBS établit que le colonel North était en contact avec des agents de la CIA qui facilitèrent l'entrée en Floride d'avions chargés de cocaïne colombienne, après qu'ils eurent livré des armes et des explosifs à la Contra nicaraguayenne. Selon la CBS, qui se basait sur les témoignages de pilotes incarcérés aux Etats-Unis, la CIA pouvait, grâce la cocaïne, "acheter, pour la Contra, des armes en plus grande quantité, de meilleure qualité, et encore plus sophistiquées".

Le sénateur nord-américain John Kerry, membre de la Commission des relations extérieures du Sénat, signalait, dans une lettre au Département de justice (publiée le 30 octobre 1986, par le *Miami News*), qu'il avait été abordé par

un informateur qui lui assura avoir participé à des opérations de drogue avec le *mafiosi* colombien Jorge Luis Ochoa et du personnel de la CIA. Cette même source confirma que la CIA avait envoyé des armes en Colombie, et qu'au retour, les avions utilisés pour ce transport rapportaient de la cocaïne embarquée par Ochoa, avec la complicité d'agents locaux de la CIA.

Plus tard, une revue colombienne publia un curieux témoignage : l'ex-épouse d'un trafiquant de drogue affirma qu'Eugene Hansefus (3) atterrit plusieurs fois sur l'aéroport de Barranquilla (Colombie), pour charger de la cocaïne du Cartel de Medellín, avant (ou après) son passage au Costa Rica, où il livrait les chargements d'arme destinés à la Contra nicaraguayenne.

La "guerre totale" de Barco contre le *narcotráfico* a servi également de prétexte à Washington pour augmenter son ingérence militaire en Colombie, par une "aide" de 65 millions de dollars et la proposition d'envoi de troupes. Jusqu'en mars 1989, les Etats-Unis avaient seulement octroyé 10 millions de dollars à la Colombie, pour combattre le *narcotráfico*. Quant aux campagnes aux Etats-Unis même, pour la réduction de la consommation de stupéfiants, elles ne peuvent avoir d'autre effet que de favoriser le développement du trafic illégal et de ses désastreuses conséquences en Colombie. Mais nul n'ignore que ce qui préoccupe réellement les Etats-Unis — plus que le *narcotráfico* — est l'existence de la guérilla en Colombie. Toute cette opération servira donc, en réalité, à renforcer l'armée dans sa lutte contre la guérilla.

### Les "narcofascistes" visent le pouvoir

Quelques semaines avant l'assassinat de Galan, des groupes d'extrême droite, appuyés par le *narcotráfico*, ont fondé leur propre mouvement politique : le Mouvement de restauration nationale (Morena), dans le but d'occuper un espace politique sur le terrain électoral. On



sait que derrière la pré-candidature du libéral Alberto Santofimio Botero, et de différents aspirants au Congrès et aux mairies, se trouve le *narcotráfico*, qui s'est infiltré déjà dans des enclaves importantes de l'entreprise privée, de la justice, des Forces armées, des secteurs officiels et dans l'Eglise. La campagne électorale, perturbée de fait par l'assassinat de Luis Carlos Galan, promet d'être pleine de rebondissements. Plusieurs candidats ont déjà annulé leurs apparitions en public et ont annoncé qu'ils limiteront leur campagne de propagande aux apparitions à la télévision. La variante plus droitiste du libéralisme pourrait sortir victorieuse de l'actuel climat de guerre.

### Vers un coup d'Etat ?

La "guerre contre le *narcotráfico*" peut aussi entrer dans une nouvelle phase, avec l'entrée en scène d'"asseurs" militaires nord-américains et l'intensification des attentats contre les établissements publics. L'idée de "négocier" avec les cartels de la drogue commence à être défendue par le maire conservateur de Medellín. Personne ne sait, dans l'état actuel des choses, ce qui se négocierait concrètement avec les *narcos*. Cependant, les auteurs de la proposition assurent que c'est l'unique solution à la violence actuelle, car la voie répressive ne résoudrait rien et renforcerait le terrorisme de droite. Aussi, l'idée de rétablir la peine de mort commence à se faire entendre dans les cercles conservateurs, ainsi que la demande d'envoi de *bérets verts* américains.

Le 22 août dernier, un éditorial du quotidien *El Espectador* résumait la situation actuelle avec ces mots : "Il est certain que le phénomène du *narcotráfico* est en train d'acquiescer de l'importance : de l'assassinat de militants de gauche et d'expulsion de la guérilla de ses zones, le *narcotráfico* est passé à un nouveau stade et il est maintenant en train de livrer une bataille pour le pouvoir, aux côtés de l'extrême droite".

D'autres observateurs n'écartent pas désormais la possibilité d'un coup d'Etat militaire, si les mesures annoncées par Virgilio Barco n'aboutissent pas à une victoire nette sur les trafiquants de drogue. Les facteurs objectifs qui vont dans ce sens ne manquent pas. Barco n'a même pas réussi à organiser, derrière lui, l'unité du bipartisme traditionnel. Il donne l'impression d'être en train de lutter seul et avec des armes prêtées. Mais il est évident qu'il s'efforce de gagner la guerre contre les trafiquants. Il sait qu'en cas d'échec, il pourrait être lui-même, ainsi que ses ministres, parmi les prochaines cibles des sicaires de la mafia. ■

10 septembre 1989

2) Sur les organisations de la gauche colombienne, voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989.

3) Eugene Hansefus, est le mercenaire américain dont l'avion avait été abattu au Nicaragua, alors qu'il transportait du matériel pour la Contra.

# Les Accords de Tela

**LES CINQ PRÉSIDENTS centro-américains se réunissaient une nouvelle fois, les 5, 6 et 7 août derniers, pour tenter de sortir de la paralysie dans laquelle étaient entrés les précédents accords d'Esquipulas I et II, et de Costa del Sol (voir le numéro spécial d'*Inprecor* sur l'Amérique centrale, numéro 291 du 3 juillet 1989).**

**Eric TOUSSAINT**

**L'**ACCORD conclut à Tela (port hondurien des Caraïbes) prévoit :

1- L'application effective des accords d'Esquipulas, excluant la possibilité, pour un Etat, de prêter son territoire à des troupes qui déstabilisent un gouvernement voisin (cela vise évidemment le Honduras) ;

2- Réaffirme la nécessité d'appliquer le plan de démobilisation de la Contra (adopté en février 1989, ce plan devait être appliqué dans un délai de 90 jours, mais il a été torpillé par le congrès américain en mars 1989) ;

3- Demande à l'Organisation des Nations Unies (ONU) de créer une force internationale de paix chargée d'aider la démobilisation de la Contra et de surveiller la frontière honduro-nicaraguayenne, pour empêcher toute nouvelle infiltration de celle-ci.

Pour obtenir ce qui précède, le président nicaraguayen a dû faire des concessions limitées :

— La suspension conditionnelle et provisoire de la plainte que le Nicaragua avait déposée à l'encontre du Honduras, devant la Cour de justice internationale de La Haye, pour non respect des accords d'Esquipulas. Cette plainte allait certainement aboutir à une condamnation imminente du Honduras. Les sandinistes ont utilisé la suspension comme monnaie d'échange, sans pour autant abandonner la plainte.

— Un appel des présidents nicaraguayen, hondurien, costaricain et guatémaltèque, adressé d'une part, au Front Farabundo Martí de libération nationale du Salvador (FMLN), d'autre part, au gouvernement salvadorien. Au FMLN, il est demandé de "réaliser un dialogue constructif afin d'obtenir une paix juste et durable". Symétriquement, les mêmes présidents "pressent le gouvernement salvadorien au dialogue pour l'incorporation des membres du FMLN à la vie pacifique".

La concession est limitée, car le FMLN exige lui-même, depuis l'accession au pouvoir de l'Alliance pour la rénovation nationale, ARENA (Voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989), l'ouverture "d'un dialogue constructif" avec le gouvernement. Le 7 août 1989, le commandement général du FMLN a salué les accords de Tela dans les termes suivants : "Ils constituent une victoire des forces révolutionnaires, progressistes, indépendantistes et démocratiques de la région, et à ce titre, nous les applaudissons vigoureusement. (...) Malgré le fait que le gouvernement et les

forces armées défendaient la thèse de la symétrie (entre FMLN et la Contra, ndlr), leurs prétendues preuves ne furent pas prises en compte. (...) Le FLMN réaffirme sa volonté de continuer à contribuer, en collaboration avec les partis, l'archevêque de San Salvador et d'autres forces sociales, à la réalisation d'un dialogue et de négociations avec le gouvernement. (...) [selon les accords] il est clair que le FMLN est une force nationale qui a de bonnes raisons d'être en guerre, et avec laquelle il faut négocier pour faire la paix ; personne ne peut démobiliser le FMLN parce qu'il est à l'intérieur du pays, et constitue une force nationale. (...) "

## Echec américain

Afin dévaluer l'accord, il s'agit de prendre en compte ce que l'administration Bush attendait des 4 présidents centro-américains opposés au Nicaragua. Ceux-ci auraient dû déclarer que le Nicaragua n'avait pas appliqué les accords d'Esquipulas et de Costa del Sol, et qu'en conséquence, ce régime restait une dictature autoritaire. Ils auraient ainsi justifié, à la fois le maintien de l'aide américaine à la Contra, jusqu'aux élections nicaraguayennes de février 1990, et la non application des accords de février 1989 par le Honduras. De plus, les Etats-Unis attendaient que les gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Costa Rica joignent leur voix à celle de Cristiani (président du Salvador), pour mettre sur le même pied la Contra et le FMLN. Sur ces différentes questions, l'administration Bush a lamentablement échoué, et ce jugement est partagé par différents commentateurs américains, tel le *New-York Times*, qui déclarait dans son édition du 8 août 1989 : "La signification de cet accord est que, pour la première fois, il y a un timing clair pour le départ des rebelles connus sous le nom de contras, approu-

vé unanimement par les leaders de la région. Parmi ceux qui ont signé cet accord, se trouvait le président Azcona du Honduras, dont le pays sert de base aux 6 000 à 10 000 contras. Cet accord, obtenu malgré une forte opposition américaine, appelle les contras à déposer les armes sur une base volontaire. (...) Les 5 présidents ont rejeté une proposition du président Cristiani du Salvador qui aurait voulu lier le démantèlement de la Contra à un accord similaire concernant le désarmement des guérilleros gauchistes au Salvador. (...) L'accord final a été considéré par beaucoup comme une importante victoire diplomatique pour le Nicaragua."

Durant les négociations de Tela, l'administration Bush a exercé une pression constante sur les 4 présidents opposés aux sandinistes. L'envoyé spécial du quotidien mexicain *Excelsior*, écrivait, le 7 août 1989 : "Ces pressions ont atteint leur paroxysme durant la dernière nuit, (...) le sommet couru le risque d'aboutir à un échec et des changements ont été introduits dans les textes des résolutions ; on a éliminé de la version finale ce qui avait, au départ, obtenu l'accord des cinq présidents, à savoir un délai de 45 jours pour le démantèlement de la Contra (il a été remplacé par un délai de 90 jours, ndlr)"

L'échec de l'administration Bush n'est évidemment pas définitif. L'impérialisme américain dispose encore d'importants moyens de pression pour torpiller l'exécution de l'accord, et il ne se prive pas d'y recourir. C'est ainsi que le 16 août, Bush a gelé la moitié du montant de l'aide économique que le congrès a décidé d'attribuer au Honduras (70 millions de dollars ont été bloqués). Quelques jours auparavant, le Honduras avait déployé ses troupes autour des camps de la Contra...

## La "neutralité active"

Les régimes au pouvoir au Costa Rica et au Guatemala sont fondamentalement des alliés des Etats-Unis, mais ils ne sont pas pour autant disposés à obéir purement et simplement aux ordres venus de Washington. Ils ont adopté, ces dernières années, une attitude de "neutralité active", pour reprendre l'expression employée par le président guatémaltèque. Celui-ci s'est refusé à réaliser une alliance dure avec le Honduras et le Salvador, ce que les Etats-Unis avaient tenté de mettre en place à partir de 1984. Quant au Costa Rica, il a, en 1986 et 1987, expulsé de son territoire

les forces armées de la Contra. Si ces deux pays maintiennent une relative autonomie par rapport aux Etats-Unis, c'est notamment parce qu'ils aspirent à jouer un rôle politique propre au niveau de la région, leur bourgeoisie étant les plus fortes d'Amérique centrale.

L'anti-sandinisme d'Arias et de Cerezo, (présidents du Costa Rica et du Guatemala) est virulent, mais ces derniers ne sont pas disposés à soutenir une tentative d'écrasement militaire du Nicaragua, car ils craignent de voir augmenter à la fois la domination américaine sur la région, et les sources de tensions internes qu'entraînerait la résistance prolongée du peuple nicaraguayen. Cette résistance aiguiserait, en effet, les contradictions sociales internes au Guatemala et au Costa Rica, dans un contexte où la guérilla guatémaltèque s'est renforcée ces dernières années, et où les mouvements populaires des deux pays ont connu une recrudescence significative (quelques jours après la signature des accords de Tela, Arias devait affronter une grève générale, tandis que son homologue Cerezo avait dû faire face, en juillet, à une grève massive des enseignants et des administrations publiques). Fondamentalement, on peut considérer que c'est l'ampleur de la recomposition du mouvement populaire au niveau de la région, combinée à l'enracinement social du régime sandiniste, qui amènent Arias et Cerezo à garder certaines distances par rapport aux Etats-Unis.

### Dialogue FMLN/Cristiani

Du côté salvadorien, l'échec de Cristiani à Tela est patent. Le FMLN soutient un rythme d'activités militaires très élevé depuis plus d'un an, et ne donne aucun signe de fatigue. Sa capacité d'action dans les villes vient encore d'augmenter. Néanmoins, on n'aperçoit toujours pas de signes insurrectionnels. Le rapport de forces ne s'est pas encore modifié de manière décisive en faveur de la révolution, et cela est mis à profit par la diplomatie soviétique pour tenter de convaincre le FMLN d'arriver à une solution négociée. Cependant, celui-ci exprime une grande volonté d'autonomie par rapport à Gorbatchev. Le dialogue FMLN/gouvernement qui vient d'être initié le 12 septembre, à Mexico, ne peut en aucune manière être considéré comme un signe de faiblesse ou de fléchissement de la part du FMLN. Le fait que ce dialogue ait lieu témoigne, au contraire, de la faiblesse du gouvernement Cristiani.

Le sommet de Tela a fait l'objet d'une préparation minutieuse de la part des sandinistes. Ils voulaient éviter de donner un prétexte majeur à une mise en cause, par les présidents des 4 Etats voisins, de la légitimité du processus électoral en cours. Une telle mise en cause aurait alimenté la campagne internationale,

lancée notamment par les Etats-Unis qui visent à présenter les élections comme la "chronique d'une fraude annoncée". Elle aurait aussi constitué un nouvel obstacle à l'application du plan de démobilisation de la Contra, adopté une première fois en février 1989. Pour atteindre cet objectif, Daniel Ortega s'est rendu à Tela avec un atout de taille : quelques jours auparavant, les sandinistes avaient obtenu, de la presque totalité des partis d'opposition, un accord validant les lois électorales.

Le résultat atteint à Tela constitue une victoire politique pour les sandinistes car, même si les contras ne sont pas tous désarmés dans le délai prévu (décembre 1989), il n'en demeure pas moins qu'ils perdent toute légitimité dans la région et au niveau international.

C'est un argument important qu'ils pourront valoriser auprès des masses dans le cadre de la campagne électo-

vrier 1990, les sandinistes ont décidé de relever un énorme défi : réussir à obtenir dans les urnes, un nouvel appui massif des masses, malgré une situation économique détériorée à l'extrême, à laquelle s'ajoute une ingérence étrangère dans la campagne électorale. L'aide financière massive des Etats-Unis à l'opposition de droite dépasse déjà, en effet, le montant de l'aide économique accordée par l'Europe occidentale au Nicaragua, suite à la tournée européenne d'Ortega, en avril dernier.

### Le défi électoral

Pour gagner les élections, les sandinistes ont décidé de mettre leurs candidats à l'épreuve des masses (il y a plusieurs milliers de candidats, car les élections sont à la fois présidentielle, législative et municipales). Le processus de sélection est très ouvert, dans la mesure où chaque organisation sandiniste discute largement des candidats qu'elle met en avant, ainsi que de ceux présentés par les autres organisations sandinistes, tous devant recevoir, ensuite, l'aval de la base sur le plan local.

De plus, ces derniers mois, le gouvernement sandiniste a commencé à infléchir sa politique économique. En effet, c'est surtout sa base sociale qui avait fait les frais des mesures d'austérité entreprises en 1988.

Néanmoins, les risques d'une victoire électorale de l'opposition ne sont pas à écarter.

Le fait que les Etats-Unis ont réussi à convaincre la plupart des partis d'opposition de présenter un candidat commun, donne la mesure du danger. Violeta Chamorro pour la présidence (2) et Virgilio Godoy pour la vice-présidence, sont sans doute les meilleurs candidatures dont pouvaient se doter l'opposition de droite, même si leur capacité de mobilisation semble bien limitée (le récent meeting d'appui à ces candidatures, à Managua, aurait rassemblé, selon le quotidien *El Pais*, 5 000 personnes).

Par ailleurs, les sandinistes déclarent, à juste titre, qu'ils doivent gagner les élections à Managua, à Washington, et dans les capitales européennes. Ils ont donc invité un grand nombre d'observateurs internationaux durant le processus électoral. C'est pour cela aussi qu'ils font appel à la solidarité internationale, pour gagner cette bataille électorale. ■

15 septembre 1989

1) Tomas Borge résumait déjà très bien cela, voici 5 ans : "L'existence de gens critiques, d'opposants, de dissidents, de mécontents et de réactionnaires, insuffite vie et vigueur à la révolution. La confrontation et la polémique développent les muscles idéologiques et politiques du peuple. C'est une gymnastique permanente, un antidote à l'ankylose, à la passivité" (cité par *Gramma* le 7 août 1984).

2) Violeta Chamorro est la propriétaire du quotidien d'opposition *La Prensa*. Elle fut notamment ministre du premier gouvernement de coalition, immédiatement après la révolution. Son mari, Pedro Chamorro, leader de la bourgeoisie anti-somoziste, fut assassiné par la dictature, avant la révolution.



15% des américains sont incapables de localiser les Etats-Unis sur une carte...

rale. Par ailleurs, pour obtenir cela, il est clair que les sandinistes ont dû faire des concessions à l'opposition politique de droite, à l'Eglise, et aux patrons, à ceci près que, ces concessions ont été faites lors des précédentes négociations. L'essentiel de ces concessions a été, en effet, réalisé en deux temps. Le premier, en septembre 1987, lors de la réouverture du quotidien *La Prensa*, de la *Radio catholique* et de l'attribution d'un rôle de médiateur à l'archevêque réactionnaire Obado y Bravo. Le second, en février 1989, lors de l'annonce, au sommet de Costa del Sol, de la convocation d'élections anticipées pour février 1990, dans le cadre de la dite "démocratisation du Nicaragua" et du début de la concertation avec le patronat.

A Tela, les sandinistes n'ont pas fait de nouvelles concessions sur le plan intérieur, ils ont plutôt engrangé le résultat positif de leur diplomatie antérieure et de la consolidation de la révolution nicaraguayenne. Jusqu'ici, la politique à l'égard de l'opposition de droite n'a pas mis véritablement en difficulté le pouvoir révolutionnaire : la plus grande liberté d'expression et de manœuvre laissée à toute l'opposition a dynamisé le mouvement sandiniste lui-même, confirmant ainsi l'orientation prise par celui-ci en ce qui concerne le pluralisme (1).

En convoquant des élections pour fé-

# La LCR rejoint DP

**LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (LCR), section italienne de la IVe Internationale, a tenu, fin juillet, un congrès extraordinaire pour prendre une décision finale sur l'entrée collective de ses militants dans Democrazia proletaria (DP). Les discussions se poursuivaient, depuis plusieurs mois, tant au sein de la LCR que de DP (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989). Depuis lors, cette entrée collective a été approuvée par la Direction nationale de DP et un accord a été réalisé sur les conditions organisationnelles de l'unification. Le congrès extraordinaire des 22 et 23 juillet 1989 de la LCR était convoqué pour juger si les conditions envisagées par le congrès de février étaient remplies et pour décider de la dissolution de l'organisation.**

## Livio MAITAN

**P**AR UN VOTE unanime, les délégués réunis au congrès de juillet, se sont prononcés en faveur de l'entrée dans DP. La LCR a donc été dissoute et ses militants sont devenus membres de Democrazia proletaria. Huit camarades de la LCR deviennent membres de la direction de cette organisation. Il s'agit de Sergio D'Amia, Elettra Dejana, Roberto Firenze, Franco Grisolia, Franco Turigliatto, Fabrizio Burattini, Lidia Cirillo et Livio Maitan (les trois derniers à titre consultatif). La camarade Elettra Dejana sera invitée permanente aux réunions du Secrétariat.

### Le lien avec la IVe Internationale

Selon les termes de l'accord avec DP, les camarades de la LCR resteront collectivement membres de la IVe Internationale. Ils seront organisés dans une association politico-culturelle dénommée IVe Internationale. L'assemblée de fondation de cette association a eu lieu immédiatement après la fin du congrès de juillet. Des statuts ont été adoptés et un Conseil national a été élu. Celui-ci a élu, à son tour, un Bureau de présidence. Selon la résolution du congrès, les tâches de l'association seront notamment : l'organisation de débats et la participation à la vie de l'Internationale ; la publication d'une revue ; une activité d'éditions ; l'organisation d'initiatives politiques et culturelles ; l'organisation de stages de formation ; la tenue d'archives concernant la IVe Internationale et le

mouvement ouvrier. La revue sera mensuelle et gardera le titre de l'organe de l'ancienne LCR, *Bandiera Rossa*. Il y aura finalement deux catégories de membres de l'association : ceux qui auront un rapport individuel et collectif avec la IVe Internationale et ceux qui, tout en n'acceptant pas ce même engagement, voudront participer à l'activité de l'association.

### L'aile droite quitte DP

L'organisation de jeunesse de la LCR (OGR) a décidé, elle aussi, l'entrée de ses membres dans Democrazia proletaria. Un de ses militants aura une tâche importante dans la coordination du travail jeunes de DP, celle-ci n'ayant pas d'organisation de jeunesse.

En juillet, la direction de DP a décidé de convoquer pour le mois de novembre, un congrès qui devra fixer l'orientation de l'organisation après la crise provoquée par la rupture de l'aile droite. Cette rupture s'est concrétisée à l'occasion des élections européennes, lorsqu'une aile de DP s'est refusée d'appuyer la liste de l'organisation, malgré une décision prise dans ce sens à une très large majorité, et avait participé aux listes Arc-en-ciel (voir *Inprecor* numéro 288 du 15 mai 1989). Cette rupture ne semble pas avoir entraîné le départ de beaucoup de militants. En revanche, elle a eu des conséquences très sérieuses au niveau des élus de DP dans les différentes institutions : DP a perdu notamment quatre députés sur huit et son seul sénateur, ainsi qu'un nombre important de conseillers régionaux et municipaux. ■

12 septembre 1989

## Résolution de la LCR

**NOUS PUBLIONS des extraits de la résolution sur l'entrée collective des militants de la LCR dans DP, adoptée par le congrès de la LCR du mois de juillet (voir ci-contre). Le congrès a voté également un manifeste intitulé "Crise de la gauche et construction du parti révolutionnaire".**

### DOCUMENT

**L**E COURS NOUVEAU du Parti communiste italien (PCI) clarifie définitivement le terrain sur lequel son groupe dirigeant veut se placer, ainsi que ses perspectives stratégiques (1). Le PCI se présente désormais comme un parti qui accepte les valeurs fondamentales de la culture occidentale, et qui s'inspire des social-démocraties européennes pour déterminer le contenu social et les perspectives politiques de son action.

L'activisme propagandiste, propulsé par son secrétaire Occhetto, après le dernier congrès, pourra, à moyen terme, galvaniser des secteurs de militants en leur donnant l'impression que les difficultés ont été surmontées. Mais les contradictions subsistent très fortement à des niveaux multiples, notamment entre les besoins sociaux des différents secteurs liés au parti et les choix politiques concrets de sa direction ; entre les options et les points de référence traditionnels qui subsistent encore dans des secteurs non négligeables du parti, et le cours nouveau d'Occhetto qui veut se débarrasser au plus vite, de toutes ces options et ces références, pour pouvoir jouer la carte d'un "parti européen moderne". (...) Les attitudes d'opposition partielle au choix de la coalition gouvernementale dans les grandes villes, et au niveau national, ne peuvent pas cacher la signification d'ensemble du cours "libéral", et encore moins éliminer les causes profondes de la crise qui frappe le PCI depuis longtemps. Une crise de perspectives et d'identité que le groupe dirigeant autour d'Occhetto est décidé à

1) Voir également l'article sur le cours nouveau d'Occhetto, dans *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989.

résoudre dans le sens d'une intégration définitive du parti dans le cadre du système capitaliste. Ce processus sera douloureux, il provoquera des déchirements et des contradictions parmi les militants.

Ceux qui veulent lutter pour créer une alternative révolutionnaire et anticapitaliste, doivent continuer à peser sur ces contradictions et apparaître comme des interlocuteurs valables aux yeux des militants du PCI qui n'acceptent pas la fonction narcotique du "cours nouveau", et qui cherchent une solution de gauche à la crise de leur parti et à liquidation de son identité de classe qu'a entrepris son groupe dirigeant.

### La crise de DP

Les difficultés que connaît le mouvement ouvrier, la régression de la conscience de classe, la crise de la gauche traditionnelle, et le succès politique des Verts ont provoqué, ces deux dernières années, un processus de crise au sein de DP. Cette crise comporte le risque d'une dispersion de cadres, d'expérience politique, et de liens de classe qui avaient été accumulés par DP au cours d'une décennie et qui représentent, même maintenant, l'acquis le plus important des grandes luttes des années 70.

DP s'est construite comme un parti caractérisé par la cohabitation d'expériences et d'orientations politiques différentes. Les camarades de DP ont utilisé eux-mêmes l'expression "parti conteneur". Les expériences et les cultures politiques différentes, qui auraient pu contribuer à enrichir et à élargir son projet, n'ont toutefois pas abouti à une synthèse politique et programmatique (qui n'a, par ailleurs, jamais été recherchée). Par conséquent, les différenciations se sont progressivement accrues, de sorte que les différentes sensibilités de l'organisation sont devenues inconciliables.

DP s'est trouvée, ainsi, dans une situation très difficile face aux grandes questions qui se sont accumulées en son sein, pendant des années. Elle n'a pas réussi à apparaître comme une alternative crédible face, d'un côté, à la crise et aux différenciations du PCI, et de l'autre, à l'émergence des Verts.

Les élections européennes du 18 juin, et notamment la décision d'une partie de DP d'y participer avec un projet distinct et opposé, ont constitué une vérification spectaculaire de l'ampleur des processus de différenciation au sein de l'organisation. La rupture des secteurs dits Arc-en-ciel a provoqué une décantation du débat politique.

Face au succès incontestable des listes Arc-en-ciel, DP a enregistré un échec certain (2). Mais, en même temps, elle a maintenu une partie importante de ses électeurs, ce qui constitue une base possible, bien que non automatiquement garantie, d'un travail de renforcement et de relance du parti comme point de référence pour d'amples sec-

teurs sociaux. En réalité, nombre des problèmes restent sans solution et il est nécessaire de les aborder avec franchise, si l'on veut reconstruire et relancer l'organisation. Un débat stratégique d'une grande portée est en cours dans DP. Il doit être développé franchement et démocratiquement, sans astuces tacticiennes de pure et simple autoconservation qui ne pourraient que renforcer, ultérieurement, des tendances dangereuses à la désagrégation.

La discussion essentielle est celle sur le parti, sur le modèle de parti à construire, sur les buts d'un parti classiste alternatif, tel que DP veut et doit être. Mais elle doit se développer en même temps sur la question des choix stratégiques qui doivent se concrétiser et sur le travail à réaliser, au jour le jour, pour avancer sur ce chemin.

### Un nouveau potentiel de lutte

Il est nécessaire de discuter les problèmes de la redéfinition politique de DP et les moyens de la relance organisationnelle que nous souhaitons. En effet, malgré toutes les difficultés, nous avons pu constater, dans la dernière période, qu'il existe dans des secteurs de la classe ouvrière et d'autres couches sociales, des ferments nouveaux, un nouveau potentiel de lutte et de riposte à la politique des classes dominantes, à l'impasse sociale et politique où ont abouti les groupes dirigeants traditionnels du mouvement ouvrier. On a fait l'expérience de nouvelles formes d'organisations antibureaucratiques à la base ; on a esquissé de nouveaux objectifs plus efficaces pour contrecarrer les attaques contre les conditions de vie et de travail ; on a perçu l'exigence d'orientations et de formes de lutte concrète dont DP devrait tenir compte, si elle veut être effectivement capable de se relancer et de se développer. Les militants et les militantes de DP doivent construire un parti à même d'accomplir ces tâches.

L'entrée des militants de la LCR et de l'OGR dans DP constitue une démarche positive, un premier pas dans la

bataille pour la recomposition des forces qui se réclament toujours du marxisme et des conceptions classistes, qui ont maintenu la perspective d'une alternative anticapitaliste. Malgré toutes leurs limites et leurs faiblesses, ces forces représentent le mieux ce qui reste, du point de vue aussi bien politique qu'organisationnel, de la grande vague des années 70.

### Quel parti ?

Au centre de cette recomposition, il faut mettre une clarification fondamentale sur le type de parti dont nous avons besoin aujourd'hui, sur le terrain où il doit se placer, sur sa caractérisation essentielle. En dépit de ce que prétend la campagne idéologique de la classe dominante sur la crise du marxisme et la fin de la société divisée en classes antagonistes et, en dépit de l'effort des Verts de présenter le problème de l'environnement comme la seule contradiction sur laquelle on puisse fonder un projet alternatif, la lutte pour renverser les rapports de production capitalistes et instaurer un système social qualitativement différent, susceptible d'affronter à la racine y compris les problèmes de l'environnement, découle de facteurs objectifs qu'aucune campagne idéologique ne peut supprimer.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'agir pour construire un parti classiste, anticapitaliste, antibureaucratique, sensible aux problèmes de l'environnement, et communiste, qui s'enracine sur les secteurs fondamentaux du prolétariat et des autres couches exploitées et opprimées de la société. Un parti qui soit leur représentant politique et défende leurs intérêts quotidiens et historiques dans la perspective d'une lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, de tous les travailleurs et les travailleuses, pour l'instauration du socialisme.

Le parti qu'il faut construire, ne pourra pas ne pas avoir des liens et une dimension au niveau international. En effet, c'est à ce niveau que, comme tout le monde doit le reconnaître et pour des raisons objectives évidentes, se posent aujourd'hui les problèmes de l'alternative au système social et politique existant(...)

C'est sur toutes ces questions que les militants et les militantes de la LCR estiment pouvoir donner une contribution à la discussion programmatique et stratégique qui a commencé dans DP et qui doit viser tout d'abord à sauvegarder, relancer et redéfinir les cadres et les expériences politiques et organisationnelles qui ont été accumulés. ■

juillet 1989



2) La liste des Verts a obtenu 2,4%, contre 1,3% pour la liste de DP sur laquelle figuraient des camarades de la LCR.

## 52 jours de grève de la faim

— Fin juin : La découverte de deux tunnels par lesquels comptaient s'évader les détenus, sert de prétexte à la remise en vigueur des mesures ultra-répressives.

— 29 juin : 80 prisonniers politiques appartenant à des groupes d'extrême gauche ou nationalistes kurdes, décident de faire la grève de la faim pour protester contre ces mesures.

— 1<sup>er</sup> juillet : Le nombre de gréviste de la faim atteint 280.

— 18 juillet : Des parents de détenus commencent aussi une grève de la faim.

— Fin juillet : Une trentaine de grévistes sont hospitalisés.

— 1<sup>er</sup> août : Le mouvement s'étend à d'autres pénitenciers : le nombre de gréviste atteint les 500.

— 2 août : au 35<sup>e</sup> jour de la grève de la faim, la direction pénitentiaire décide de transférer une partie des détenus à la prison d'Aydin. Le transfert se fait dans des conditions inhumaines : deux grévistes, Mehmet Yalçinkaya et Hüseyin Hüsnü Eroglu meurent, officiellement pour cause de "déshydratation". L'autopsie révélera des traces de coups sur leurs corps. Plusieurs autres détenus ont les côtes fracassées. La résistance dans les prisons s'amplifie.

— 6 août : Le ministre de la Justice annonce que "la circulaire du 1<sup>er</sup> août sera modifiée".

— 7 août : Après une entrevue avec des députés du SHP, le ministère annonce que 58 des 61 revendications des détenus seront acceptées.

— 11 août : 4 grévistes sont dans le coma, une cinquantaine sont hospitalisés.

— 11 août : Le nouveau préfet d'Aydin entre en fonction. La ville est presque en état de siège. Des parents de détenus (dont une femme de 86 ans !) et des militants de l'IHD sont passés à tabac et arrêtés.

— 17 août : Après 50 jours de jeûne, 156 détenus poursuivent encore leur action. 76 d'entre eux sont paralysés.

— 18 août : Le secrétaire général adjoint du SHP discute avec les détenus et les convainc de cesser leur action. Le gouvernement déclare qu'il n'a rien cédé aux grévistes...

## TURQUIE

# Décès de deux grévistes de la faim

**LA REMISE EN APPLICATION de la "circulaire du 1<sup>er</sup> août" (1) a provoqué une nouvelle vague de grèves de la faim dans les prisons turques. Deux grévistes, Mehmet Yalçinkaya et Hüseyin Hüsnü Eroglu sont morts, au 35<sup>e</sup> jour de la grève, dans des circonstances suspectes.**

**Le général Evren, principal artisan du coup d'Etat du 12 septembre 1980, va prendre sa retraite après l'élection présidentielle de novembre prochain. Mais ces actions dans les prisons montrent que, 9 ans après le coup d'Etat, la question de la démocratie reste à l'ordre du jour en Turquie. Inprecor a rencontré, à Ankara, Nevzat Helvacı, président de la Ligue des Droits de l'homme (IHD). L'IHD est l'un des (rares) cadres où des militants de gauche et d'extrême gauche agissent en commun, et a été à la pointe des actions de solidarité avec les grèves de la faim.**

**INPRECOR : Alors que le gouvernement d'Özal multiplie les initiatives pour se doter d'une façade démocratique, quelle est la situation du point de vue des Droits de l'homme, au 9<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat ?**

**Nevzat HELVACI :** Nous avons un dicton populaire qui dit : "Nul besoin de guide pour aller au village que l'on peut voir, même de loin". J'espère que personne n'est dupe sur la réalité de la Turquie d'aujourd'hui.

Les problèmes peuvent être regroupés en deux chapitres. D'abord, toutes les restrictions anti-démocratiques présentes dans la constitution fabriquée par les militaires, et les lois qui l'accompagnent. Ensuite, des pratiques courantes qui violent même la législation existante. Par exemple, la torture est encore utilisée couramment comme méthode d'interrogatoire, alors que la constitution l'interdit formellement, et que la Turquie a signé des conventions internationales condamnant la torture. Autre exemple, les conditions de vie dans les prisons, qui sont en totale contradiction avec les normes minimales internationales, et qui ont même été aggravées avec l'adoption de la circulaire du 1<sup>er</sup> août.

Le gouvernement et l'administration pénitentiaire sont directement responsables de la mort de deux grévistes de la faim, à Aydin. Alors que la grève était à son 35<sup>e</sup> jour, ils ont décidé de transférer 259 détenus dans une autre prison. Les détenus ont été entassés dans des voitures carcérales fermées, non aérées, par 34°C à l'ombre, avec les menottes au poing. Ils ont dû faire un voyage de 17 heures dans ces conditions ! On ne

leur a même pas donné de l'eau. Comme si cela ne suffisait pas, selon des témoins visuels, les détenus ont été frappés à coup de crosse et de matraque à l'arrivée, ce qui s'est terminé par le décès de 2 grévistes de la faim. Actuellement, 2 autres détenus sont à l'article de la mort, 34 sont à l'infirmerie et 3 détenus ont été hospitalisés. Il ne peut y avoir aucune justification légale à cela.

La réaction du gouvernement est totalement politique et inhumaine. Il traite les détenus "d'assassins et de terroristes" et justifie implicitement le traitement qui leur est réservé. Ces actions dans les prisons ont donc également permis de révéler la mentalité du régime. C'est cette mentalité qu'il nous faut condamner.

**■ Le gouvernement d'Özal — pourtant politiquement très affaibli — a choisi une fois de plus de s'alléner toute l'opinion publique, comme lors du 1<sup>er</sup> mai (2). A quoi attribuez-vous cet entêtement ?**

— Je pense qu'il s'agit, d'une part, de justifier la poursuite des mesures répressives datant de la période militaire, en agitant constamment l'épouvantail de la,

1) La circulaire du 1<sup>er</sup> août 1988, du ministre de la Justice Topaç, avait réintroduit les méthodes ultra-répressives de la période militaire, dans les prisons. Sa mise en application a déjà été à l'origine d'une vague de grèves de la faim, en novembre 1988, ce qui avait contraint le gouvernement à reculer (voir Inprecor numéro 277 du 28 novembre 1988).

2) Lors du 1<sup>er</sup> mai 1989, en pleine agitation sociale et au sommet d'une vague de grèves dans le secteur public, le gouvernement d'Özal s'est entêté à refuser d'autoriser la célébration du 1<sup>er</sup> mai par le mouvement syndical. Pourtant, toute l'opinion publique, et même certains secteurs de la bourgeoisie et de l'opposition de droite y étaient favorables. Un jeune ouvrier de 18 ans a été abattu par la police, lors de la manifestation illégale qui a eu lieu malgré ce veto du gouvernement (voir Inprecor numéro 289 du 29 mai 1989).

"menace terroriste"; et d'autre part, d'une tactique pour détourner l'attention des problèmes économiques et sociaux. En effet, Özal poursuit la même tactique en alimentant, en permanence, des spéculations et des rumeurs sur sa candidature éventuelle à la présidence de la République.

### ■ **A quoi attribuez-vous la faiblesse des réactions aux décès dans les prisons (3) ?**

— On ne peut certes pas parler d'insouciance de la population. Mais les moyens de s'exprimer sont limités par les restrictions légales. Par exemple, un petit parti de gauche (4) a tenté d'organiser un meeting de protestation, la préfecture ne l'a pas autorisé. Plusieurs personnes ont été arrêtées à Izmir ou à Ankara, à l'occasion de diverses actions.

Mais il ne s'agit pas que de répression, le problème a aussi une dimension politique. Les principaux partis d'opposition (5) ne mettent pas ces questions en avant dans leur propagande quotidienne et ne font rien pour donner un espace à cette protestation populaire. En effet, des actions de masse ne pourraient se faire, à l'heure actuelle, qu'avec le soutien et la participation active de ces partis. Or, ils n'en ont pas l'intention.

### ■ **Erdal İnönü, le président du SHP, avait même condamné les grèves de la faim en les qualifiant "d'actions de violence" !**

— C'est son opinion. Il peut aussi trouver qu'il s'agit d'une action politique et ne pas l'approuver. Mais quelles que soient les motivations subjectives des grévistes, l'Etat ne peut avoir le droit de laisser mourir des gens dans les prisons, et encore moins de les tuer ! On est donc en droit d'attendre une réaction, au moins à ce niveau.

### ■ **La presse, même progressiste, n'accorde que peu de place aux grèves de la faim. Pourquoi ?**

— En effet. Fallait-il absolument que deux personnes meurent pour que les grands quotidiens publient des articles sur l'état des prisons ou sur une grève de la faim qui dure depuis plus d'un mois ! Mais même après 2 morts, certains organes de presse s'entêtent à ne pas trouver l'information digne d'intérêt. C'est aussi une indication de la mainmise du gouvernement — et de certains trusts — sur la presse.

### ■ **Pouvez-vous nous expliquer dans quel contexte a été fondée l'IHD ?**

— L'IHD a été fondée en juillet 1986. Au début, le ministère de l'Intérieur n'a pas voulu nous enregistrer comme association légale et a tout fait pour faire traîner en longueur les formalités. Aujourd'hui, nous sommes organisés dans

32 départements [sur les 71 que compte la Turquie, ndlr] et nous avons près de 10 000 membres.

Notre première activité a été de recenser les morts et les tortures en prison, car cela avait atteint des proportions graves avec le coup d'Etat. Le résultat de ce travail a été la publication d'un rapport détaillé. D'après ce rapport, publié à l'époque, 149 personnes ont été tuées sous la torture. Aujourd'hui, cela s'élève à 171. Mais en réalité, même ce chiffre est en dessous de la réalité, car nous n'avons consigné que les cas qui étaient dûment prouvés. Beaucoup d'autres cas nous ont été signalés, pour lesquels nous n'avions pas assez de preuves "formelles".

Un deuxième travail que nous avons effectué a été de faire une enquête sur les conditions de détention et de vie dans les prisons, notamment en les comparant avec les normes admises par les Nations-Unies. Dans un rapport que nous avons publié par la suite, nous avons établi d'une manière irréfutable que les conditions de vie dans les prisons en Turquie étaient bien au-dessous de ces normes.

En 1987, nous avons organisé une campagne contre la peine de mort et pour une amnistie générale. En peu de temps, nous avons récolté environ 150 000 signatures, ce qui est un record pour La Turquie. Toujours en 1987, nous avons organisé un congrès sur les Droits de l'homme, ce qui était aussi une première.

En 1988, à l'occasion du 40e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, nous avons également organisé une campagne sur trois thèmes : en premier lieu, le droit au travail et l'amélioration des conditions de travail ; la liberté de penser et de s'organiser ; et enfin, les problèmes des exilés politiques, leurs droits à la citoyenneté (6) et leur retour au pays dans des conditions de sécurité acceptables. Une sous-commission a également étudié le cas des travailleurs (essentiellement des fonctionnaires, des enseignants universitaires ou du secondaires) qui avaient été licenciés par les autorités militaires, en vertu du fameux article 1 402 de la loi martiale. A la fin de l'année, nous avons réunis le deuxième congrès des Droits de l'homme.

Cette année, tout en poursuivant nos campagnes précédentes, nous nous sommes également penchés sur les droits culturels, sur le problème de la censure, de la répression des activités culturelles et intellectuelles.

### ■ **Les violations des Droits de l'homme en Turquie n'ont pas commencé sous le régime militaire. Pourquoi a-t-on tant tardé à fonder une organisation comme l'IHD ?**

— En fait, notre organisation est la troisième tentative de fonder une ligue des Droits de l'homme en Turquie. Les deux précédentes, fondées en 1946 et

1962, n'ont survécu que quelques mois, avant d'être dissoutes. Pour le moment, nous tenons la route mieux que nos prédécesseurs !

Il est clair que la répression antidémocratique a été quasi-permanente. Mais le degré qu'elle atteint dans les périodes extraordinaires, comme sous le régime militaire, est d'une autre dimension : par exemple, entre 1980 et 1986, plus 650 000 personnes ont été arrêtées, et la plupart torturées. Dans un tel pays, et dans une telle période, la nécessité de la création d'une ligue des Droits de l'homme est plus qu'évidente. Il est vrai que cela aurait dû se faire beaucoup plus tôt, mais un tel retard peut aussi s'expliquer aisément par la répression elle-même, qui entravait toute vie associative : nous avons dû attendre l'abrogation de la loi martiale.

### ■ **Une des mauvaises traditions de la gauche en Turquie est l'extrême sectarisme des groupes politiques. Comment avez-vous surmonté ce problème à l'IHD ?**

— En effet, dans le passé, les différents courants politiques n'arrivaient même pas à dialoguer entre eux. Depuis le coup d'Etat, on peut dire qu'un certain progrès a été fait dans ce domaine. Cependant, on ne peut pas encore affirmer que les leçons de ces erreurs ont été tirées convenablement. Notre philosophie, en fondant l'IHD, a été de dire que jusqu'à maintenant, nous avons toujours mis en avant nos divergences, mais que désormais, il fallait essayer de s'appuyer sur nos points communs. Pour le moment, nous n'avons pas eu de problèmes sérieux dans ce domaine. Au contraire, des courants qui ont du mal à se réunir en d'autres occasions, arrivent à cohabiter au sein de l'IHD.

### ■ **L'IHD se préoccupe-t-elle également de la répression au Kurdistan, dans la mesure, bien sûr, où la législation turque le lui permet ?**

— Pour nous, les Droits de l'homme concernent tous le monde, quel que soit son ethnie, sa langue, sa religion, ses convictions, son sexe, etc. En Anatolie de l'Est et du Sud-Est, de graves infractions aux Droits de l'homme ont lieu. Entre autres, le problème du droit de parler sa langue maternelle. La langue kurde a été interdite, des gens ont été

3) En dehors de la présence permanente devant le pénitencier d'Aydın, de l'IHD et des mères des détenus, il n'y a eu que quelques actions symboliques de protestation : une manifestation illégale de 300 personnes, à Istanbul, à l'appel du groupe d'extrême gauche Dev-Sol (Gauche révolutionnaire), des actions de groupes féministes, et une grève de la faim symbolique d'intellectuels de gauche renommés.

4) Il s'agit du Parti socialiste (SP), héritier du Parti ouvrier paysan (TIKP), d'origine maoïste. C'est actuellement la seule formation légale se réclamant du socialisme.

5) Les principales formations d'opposition parlementaire sont le Parti populiste social-démocrate (SHP, récemment admis comme membre à l'Internationale socialiste), qui a obtenu 28% aux dernières élections municipales du 26 mars 1989 ; et le Parti de la juste voie (DYP, droite), qui a obtenu 26% à ces mêmes élections (voir les deux articles précités d'*Inprecor*).

6) Plusieurs centaines d'exilés politiques ont été radiés de la nationalité turque par le gouvernement.



emprisonnés pour cela, des détenus kurdes se sont vus interdire de parler une autre langue que le turc avec leurs visiteurs. Je pense cependant que ce dernier problème pourra être bientôt surmonté. Ici, je ne m'intéresse bien entendu qu'à l'aspect humanitaire de la question, les revendications politiques ne sont pas de notre ressort. Mais nous refusons toute discrimination et mauvais traitement contre quiconque, quelles que soient ses opinions et ses revendications politiques.

#### ■ **Avez-vous des liens avec des organisations humanitaires à l'étranger ?**

— Nous ne sommes affiliés à aucune organisation internationale. D'ailleurs, toute affiliation à un organisme international est soumise à une autorisation préalable du gouvernement. Nous sommes cependant en contact avec Amnesty international, la Fédération mondiale des Droits de l'homme, etc. Il est clair que la défense des Droits de l'homme nécessite une large solidarité internationale et nous n'avons bien sûr pas l'intention de nous cantonner à une activité nationale ou régionale.

#### ■ **La répression en Turquie n'a que peu d'échos en Europe occidentale et on peut difficilement prétendre que la solidarité internationale soit à la hauteur des besoins. Comment l'expliquez-vous ?**

— L'opinion publique européenne est, en effet, peu sensibilisée sur les problèmes de la Turquie. Il faut aussi reconnaître que la répression en Amérique latine ou en Afrique du sud, par exemple, est plus grave qu'en Turquie et que les organisations populaires de ces pays ont mieux réussi à faire passer leurs messages. Manifestement, pour la Turquie, nous avons des problèmes de communication. Je pense aussi que les liens économiques et politiques des gouvernements européens avec le gouvernement turc jouent un rôle négatif, dans le sens où ces gouvernements n'ont pas du tout intérêt à se brouiller avec leur allié au sein de l'OTAN, et partenaire économique. Il serait donc important que les organisations humanitaires, démocratiques, politiques, syndicales, soient plus sensibilisées sur les problèmes des Droits de l'homme en Turquie et fassent pression sur leurs gouvernements. ■

**Ankara, le 8 août 1989  
propos recueillis par Erdal TAN**

## EN BREF...



### MEXIQUE

#### **La lutte à l'usine Ford**

MARCO ANTONIO JIMENEZ et Juan Ramon Ramirez, militants du PRT (section mexicaine de la IVe Internationale) et anciens dirigeants locaux du Syndicat national des travailleurs de Ford Motor Company (SNT-Ford Motor Company), ont été licenciés par la direction de l'usine avec la complicité de la direction nationale du syndicat. Ils ont commencé, le 11 et le 18 août 1989, une grève de la faim devant les bâtiments de l'usine Ford de Cuautitlan (Etat de Mexico). Nos deux camarades, ainsi que tous les travailleurs de Ford actuellement en lutte, demandent la réintégration de tous les travailleurs licenciés depuis le mois de juillet 1987, et la convocation d'un congrès national démocratique du SNT-Ford Motor Co.

En juillet 1987, la direction de l'usine de Cuautitlan ferma l'usine et licencia tous les travailleurs pour la réouvrir quelques semaines plus tard, en embauchant de nouveaux travailleurs avec des salaires inférieurs, alignés sur ceux pratiqués dans les deux autres usines Ford installées au Mexique (à Hermosillo et Chihuahua, au nord du Mexique). Cette manœuvre n'a pu être possible qu'avec l'accord du secrétaire général du syndicat, Lorenzo Vera, qui fut contraint par la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM) de démissionner. La direction de la CTM nomma, à sa place, Hector Uriarte comme intérimaire. Cette transition devait prendre fin au mois de mai dernier, date à laquelle devait se tenir un congrès national du syndicat.

Or, Hector Uriarte, comme son prédécesseur, mène une politique de collaboration avec la direction de l'usine. En contrepartie, la direction du syndicat s'appuie sur la direction de l'usine pour éliminer toute opposition syndicale.

Au mois de juin, alors que le congrès national n'était toujours pas annoncé, près de 3 000 travailleurs, sur les 3 600 qui travaillent à l'usine de Cuautitlan, ont réalisé une assemblée générale au cours de laquelle ils décidèrent, à l'unanimité, la non-réélection de Hector Uriarte et élurent des délégués démocratiques pour le congrès. Quelques jours plus tard, l'entreprise a commencé

à licencier, les principaux dirigeants des travailleurs élus démocratiquement (dont nos deux camarades), prouvant d'une part, l'ingérence de la direction de l'usine dans la vie du syndicat et, d'autre part, la corruption par la direction de Ford de la direction syndicale.

Face à cette situation, les travailleurs de Ford ont décidé un mouvement de protestation, aussi bien contre la direction de Ford que contre la corruption de leur propre syndicat, pour une véritable démocratie syndicale.

Après plus d'un mois de grève de la faim, aucune de leurs revendications n'a abouti, malgré le soutien des travailleurs d'autres secteurs, et des appels des travailleurs de la Ford au ministère du Travail et au président de la République mexicaine. L'entreprise a continué à licencier et se trouve actuellement fermée pour des raisons techniques, tandis que la CTM, et son secrétaire général, Fidel Velasquez, appuient Hector Uriarte.

C'est pour cela que les travailleurs de Ford au Mexique lancent un appel à la solidarité du mouvement ouvrier international.

**Envoyez les télégrammes de solidarité à : Xola 181, colonia Alamos, Mexico DF et des télégrammes de protestation au président de la République : Carlos Salinas de Gortari (résidence officielle los Plinos) et au ministre du Travail, Arsenio Farrel Cubillas : Periférico Sur 2134, Mexico DF.** ■

### ETATS-UNIS

#### **Les étudiants chinois s'organisent**

UNE CONFÉRENCE des étudiants chinois aux Etats-Unis s'est déroulée à Chicago, du 28 au 30 juillet derniers. Ses séances ont été suivies par plus de 1 100 participants, parmi lesquels plusieurs leaders du mouvement démocratique de Pékin qui avaient réussi à quitter la Chine après la répression sanglante de juin dernier. Une délégation des étudiants chinois résidents à Paris fut invitée à participer et apporta sa contribution aux travaux de la conférence. La presse chinoise des Etats-Unis suivit avec une grande attention cet événement.

Le meeting se termina par l'annonce de la création d'une organisation autonome des étudiants chinois, totalement indépendante vis-à-vis du gouvernement. Parmi les résolutions adoptées, on remarque la décision d'étudier, dans un cadre organisé, les voies possibles du processus de démocratisation en Chine. Une revue destinée à soutenir ce projet devrait voir le jour dans les mois prochains. Le but de ces initiatives serait la fondation, sur la base d'un programme politique solide, d'un parti d'opposition. Le meeting a aussi décidé de lancer une campagne pour le boycottage des jeux olympiques d'Asie qui devraient avoir lieu à Pékin, l'année prochaine.

Dans les débats qui ont marqué le déroulement de la conférence, les divisions les plus importantes se sont manifestées au sujet de perspectives politiques générales. Si certains étudiants acceptent le principe du rôle dirigeant du Parti communiste (PCC) au sein de la société chinoise, d'autres pensent que ce rôle devrait être remis en cause, et se posent le problème de construire les forces qui pourraient éventuellement remplacer le PCC, à la suite d'un processus de démocratisation de la société et de la suppression du pouvoir bureaucratique.

Un deuxième clivage a surgi au sujet des interlocuteurs auxquels le mouvement des étudiants doit s'adresser : les étudiants ? la diaspora chinoise ? le peuple chinois dans son ensemble ? De plus, les perspectives de travail sont conditionnées par le fait que très peu d'étudiants peuvent ou désirent rentrer en Chine, dans la situation actuelle. Du résultat de cette discussion dépend aussi le choix des formes de lutte — publiques ou clandestines — que le mouvement devra adopter.

Il faut mentionner aussi un épisode très négatif qui a marqué la conférence. Le Kuomintang (KMT, le mouvement nationaliste bourgeois chinois qui fut vaincu par la révolution en 1949, et qui domine aujourd'hui à Taïwan) a largement contribué au financement de la conférence. De son côté, Wer, le célèbre leader des étudiants chinois, a rencontré les représentants officiels du KMT dès son arrivée aux Etats-Unis. En dépit de ces aspects déplorables, cette conférence représente un pas en avant important vers le développement d'un mouvement unitaire de l'opposition chinoise. ■



## La glasnost et ses limites

### Répression nationale en Bulgarie

PENDANT les derniers mois, des dizaines de milliers de citoyens bulgares ont quitté le pays pour fuir la répression déclenchée par les autorités officielles contre la minorité nationale turque. Maintenant, selon Kayana Trentcheva, épouse du dissident arrêté Konstantin Trentchev, les autorités bulgares essaient "d'utiliser la question turque comme prétexte pour une répression plus générale contre les militants du mouvement pour la défense des droits de l'homme" (*Washington Post*, 21 juillet 1989).

Trentchev, qui est le fondateur d'un petit "mouvement syndical indépendant", est accusé, aujourd'hui, par le régime de fomenter la révolte au sein des Turcs. Avec cinq autres dissidents, Trentchev a été arrêté, fin mai, sous l'accusation d'incitation à la subversion et n'a pas encore été jugé. Le 21 mai, un des détenus, Anton Zapryanov, avait fait une déclaration publique de soutien aux revendications démocratiques des Turcs. Le retard dans la préparation du procès indique probablement l'existence de conflits au sein du régime sur la manière de réprimer le mouvement pour la défense des Droits de l'homme, et par conséquent, les revendications des Turcs.

D'autre part, l'exode de ces derniers a été l'objet d'un appel signé par 121 intellectuels, dénonçant la politique d'oppression nationale menée par le régime bulgare à l'égard des Turcs. ■

### Les manuels d'histoire perturbent les écoles soviétiques

L'ACTUELLE RÉVISION de l'histoire soviétique a posé de nombreux problèmes aux enseignants. Au début de 1988, on décida d'abolir, pour une période transitoire, l'examen d'histoire au bac. En septembre 1988, on publia un nouveau manuel d'histoire pour les écoles secondaires, mais vu le rythme imposé par la *glasnost* au processus de révision de l'historiographie, celui-ci fut obsolète dès sa sortie. Une figure comme Boukharine, qui venait d'être ré-

habilitée, était encore condamnée dans le livre, sous l'accusation de "déviationnisme de droite", tandis que le rôle de Staline était mis en valeur.

Maintenant un nouveau livre est disponible, tiré à 3 110 000 exemplaires, qui "réhabilite" beaucoup d'opposants du stalinisme et dénonce la collectivisation forcée des années 30, en estimant à 40 millions de personnes le nombre de ses victimes. Cependant, ce nouveau manuel est encore une fois considéré dépassé et on projette déjà de le remplacer par un autre livre.

Les mensonges du stalinisme commencent à être effacés des manuels scolaires, mais on demeure toujours dans le cadre d'une version "officielle" de l'histoire. L'idée que les enfants puissent apprendre plusieurs points de vue et, par conséquent, se former eux-mêmes leur propre jugement, n'a encore été manifestée par aucun des responsables de l'éducation soviétique. ■

### Critique de la politique extérieure de Gorbatchev

DANS UN ARTICLE publié par *Les Nouvelles de Moscou* du 3 août 1989, deux dirigeants du gouvernement soviétique, Aleksei Izumov et Andrei Kortounov, demandent une révision radicale de la politique extérieure de l'URSS. Ils souhaitent un rapprochement ultérieur avec l'opinion publique occidentale. Par exemple, ils proposent d'arrêter tout soutien au dictateur de Panama, le général Noriega ; de dénoncer les menaces de mort lancées par le gouvernement iranien contre l'écrivain Salman Rushdie ; et de briser le silence sur la situation de la minorité turque en Bulgarie.

Ils critiquent également la façon dont la presse soviétique a informé ses lecteurs à propos de la répression du mouvement démocratique de juin dernier, à Pékin. En même temps, ils demandent "une démocratisation radicale des décisions en politique étrangère (...) à partir de la publication intégrale des traités concernant notre aide économique et militaire aux pays étrangers", ainsi qu'une ouverture des archives du ministère des Relations extérieures, et l'établissement de rapports réguliers entre ce dernier et le Congrès des députés du peuple. ■

# "Dette, apartheid, colonies..."



**C'EST DERRIÈRE ce slogan que 15 000 manifestants se sont rassemblés, le 8 juillet 1989, à Paris, alors que plus de 100 000 personnes assistaient, le soir, au concert sur la place de la Bastille, et 2 000 au colloque du lendemain. Il s'agissait de la plus importante manifestation anti-impérialiste réalisée, en France, depuis des années, et qui a mis en difficulté le gouvernement français.**

**Alain MATHIEU**

**L'**IDÉE d'organiser une telle mobilisation contre la dette, les colonies et l'apartheid, face au sommet des sept pays les plus riches qui se tenait cette année, à Paris, en même temps que les cérémonies du bicentenaire de la révolution française, est venue de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale) qui l'avait annoncée lors du meeting pour le 50e anniversaire de la IVe Internationale, en décembre 1988.

## Mobilisation unitaire

En quelques mois, s'est construite une mobilisation unitaire exceptionnelle. Autour de l'appel lancé par l'écrivain Gilles Perrault, se sont rassemblées des personnalités importantes de 26 pays différents (voir *Inprecor* numéro 290 du 12 juin 1989). Réunissant d'abord les comités anti-impérialistes et les organisations d'extrême gauche (à l'exception de Lutte ouvrière et du Parti communiste internationaliste), le collectif unitaire s'est élargi, par la suite, à des personnalités proches du Parti communiste français (PCF), du Parti socialiste (PS), des syndicats, et à toute une frange importante d'artistes et d'intellectuels qui avaient récemment soutenu Mitterrand.

L'écho rencontré par cette initiative dans la jeunesse, dans les entreprises et parmi les milieux intellectuels, a été très fort. C'est le sentiment de solidarité et d'égalité qui s'est exprimé dans la rue, face à la tenue du sommet des sept, à l'heure où les émeutes en Algérie, au Venezuela, ou en Argentine, marquaient l'actualité. L'initiative de Mitterrand de

faire coïncider le sommet des sept "rois du monde" avec le bicentenaire de la révolution française a été perçu, par beaucoup, comme une insulte aux idéaux de la révolution française de 1789. Mais, Le 8 juillet a aussi cristallisé le mécontentement latent face à la politique immobiliste menée par le gouvernement socialiste, depuis mai 1988.

Successivement, les Jeunes communistes, puis les organisations syndicales proches du PCF (Syndicat national des enseignants du secondaire, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, la Confédération générale des travailleurs) et enfin, le PCF lui-même, rejoignirent le collectif unitaire. Des secteurs importants de la Confédération française du travail (CFDT), même proches de la majorité confédérale, une partie des responsables de SOS-Racisme, des députés et personnalités du PS, ont fait de même.

## Une manifestation dynamique

Le 8 juillet, c'est une manifestation dynamique et colorée qui a traversé le Paris de la Révolution. En tête, se sont retrouvés les représentants étrangers, Landing Savané (Sénégal), Joseph Piniot (Pologne), Georges Louison (Grenade), Jean Ziegler (Suisse), Otelo de Carvalho (Portugal), les représentants du Front de libération national kanake et socialiste (FLNKS), du Groupe révolution socialiste (GRS), des Grünen (Verts allemands), d'Herri Batasuna (organisation nationaliste basque), de Democrazia Proletaria (DP, Italie), côtoyant des personnalités françaises qui ne s'étaient plus retrouvées au coude à coude, depuis longtemps.

Derrière, s'étaient rassemblées les organisations antillaises, le mouvement anti-apartheid, un cortège d'associations de femmes, des associations de travailleurs immigrés, les comités de solidarité avec l'Amérique centrale, les cortèges syndicaux. La LCR et les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR) ouvraient le cortège des organisations politiques, avec plusieurs milliers de personnes sous leurs banderoles, ce qui en fit un des plus gros cortèges de la manifestation. La presse nationale et les médias se ont largement fait l'écho à l'importance de la mobilisation et du rôle de la LCR, dans cette initiative.

Le colloque du 9 juillet fut aussi une réussite, grâce notamment à la présence de nombreuses organisations étrangères, représentant aussi bien des

luttés à l'Est, que dans les pays capitalistes avancés, ou au Tiers-monde. La IVe Internationale était représentée par le GRS et le camarade Sergio Rodriguez, du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine). Rodriguez a notamment dénoncé le rôle des bourgeoisies nationales et des régimes dictatoriaux qui sont soutenus par l'impérialisme pour appliquer les recettes du Fond monétaire international (FMI) dans les pays dominés, et a expliqué que seule l'alliance entre les peuples opprimés et les travailleurs du monde entier pouvait ouvrir la voie à l'unique solution au problème du sous-développement : le socialisme.

Cuhautemoc Cardenas (Mexique), Tony Benn (Grande Bretagne), Ben Bella (Algérie), qui ne pouvaient être présents lors du colloque, ont envoyé un message de soutien à l'initiative.

Le succès du 8 Juillet confirme ce qui avait été révélé par les manifestations contre l'assemblée du FMI, à Berlin, à l'automne 1988. Dans les pays capitalistes avancés, il existe une disponibilité, notamment dans la jeunesse, pour la solidarité internationale, surtout lorsqu'elle s'exprime en fusionnant les exigences égalitaires, démocratiques et anti-impérialistes.

D'autre part, les courants Tiers-mondistes, chrétiens, et Verts, avaient aussi organisé un "Contre-sommet des pays les plus pauvres", le 15 juillet, à Paris. Une jonction a pu être faite entre les deux initiatives, ce qui montre qu'une mobilisation de masse est possible pour exiger l'annulation immédiate et totale de la dette.

## L'appel de la Bastille

C'est le sens de "l'appel de la Bastille" que le collectif unitaire a lancé à l'issue du 8 Juillet : rassembler très largement, et au niveau international, toutes les forces qui sont d'accord pour exiger l'annulation immédiate de la dette ; faire signer l'appel à plusieurs millions d'exemplaires ; prendre des initiatives de mobilisations à chaque réunion du FMI, des sept pays les plus industrialisés, du Club de Paris ; réagir à chaque révolte populaire contre l'austérité imposée par le FMI. L'an prochain, en juin, le sommet des sept se tiendra aux Etats-Unis. Pourquoi ne pas organiser des manifestations aux Etats-Unis, au même moment, dans les principales capitales d'Europe, en Amérique latine, en Afrique ?